

BILLE Aimé
BSR de Bruxelles

Bruxelles le 20 mars 1998,

A Monsieur le Juge d'Instruction
Jacques PIGNOLET
Palais de Justice - Extension
Rue des Quatre Bras 13
1000 BRUXELLES

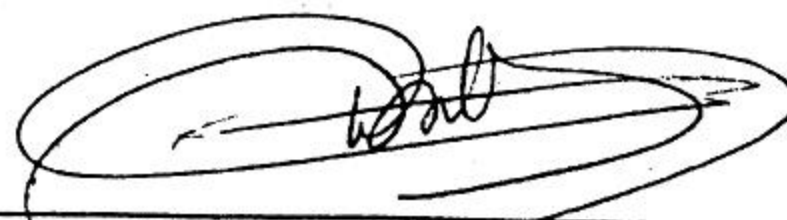
Référence : Votre dossier **231 / 97**

Monsieur le Juge d'Instruction,

Ce jeudi 19 mars 1998, vous m'avez convoqué en votre cabinet afin de procéder à mon audition dans le cadre de votre dossier **231/97**. J'ai marqué de suite mon accord et le jour même j'ai été entendu de 1405 heures à 1600 heures. Je dois dire que depuis longtemps j'attendais cette audition (il y avait en effet près de 9 mois qu'on nous reprochait quelque chose ? ? ?).

Je vous remercie de la façon très courtoise dont vous avez fait preuve à mon égard.

Cet interrogatoire « d'inculpé » faisait suite, comme mentionné, à des réquisitions du Parquet de Bruxelles en date du 30 septembre 1997 pour ... faux en écriture par fonctionnaire.



Selon ce que je sais de cette affaire, c'est qu'un PV pour cette infraction a été établi en date du 26 août 1997 à charge de l'adjudant Patriek De Baets.

Vous avez convoqué ce collègue le 30 septembre 1997 et c'est ainsi que nous avons appris que le dossier n'était plus à sa charge mais bien à charge de « X ».

Lorsque l'Adjudant De Baets est arrivé dans votre cabinet, vous n'étiez pas encore en possession du dossier lequel vous a été amené peu après par un huissier.

Pour information, le numéro de notice relatif à cette affaire se trouvait déjà dans le ...journal « La Dernière Heure » en date du 18 septembre 1997 – page 2 sous le titre « Information judiciaire contre l'adjudant Patrick Debaets ».

La notice mentionnée dans le journal était 2566110879/97 (en réalité il s'agit de la notice BR 25.66.110879/97).

Au vu des différentes questions que vous m'avez posées, (et pour lesquelles j'ai essayé de vous répondre le plus sincèrement et complètement possible) je n'en trouve absolument aucune en relation avec le prétendu faux en écriture reproché à l'Adjudant De Baets ou à quelqu'un de son équipe.

Que je sois interrogé sur ma carrière à la gendarmerie en guise d'introduction et sur la composition de ma famille passe encore.

Mais je n'ai toujours pas compris le rapport qu'il pouvait y avoir entre la fameuse photo « P10 » et :

- ce que nous avons fait au début de l'enquête de Neufchâteau (financier ou pas) ;
- qui a pris l'initiative de créer l'antenne ;
- si le Lt Colonel Brabant était réticent pour la création de l'antenne ;
- si Michel Clippe a entendu X2 ;
- ce qu'a dit en néerlandais la personne qui a téléphoné à Monsieur Connerotte alors que l'Adjudant De Baets se trouvait dans son bureau,

- si c'est sur initiative de Monsieur Connerotte ou à la demande de l'Adjudant De Baets qu'une apostille a été donnée à ce dernier pour entendre X1...
- si j'ai gardé copie de certains PV ;
- si j'ai des contacts avec les familles Lejeune et Russo ;
- si j'ai suivi une formation sur la façon d'entendre des victimes d'agression sexuelle ;
- si je savais que X1 avait travaillé avec la gendarmerie en 1989....

Hors audition, vous m'avez aussi parlé de Frédéric Van Espen, d'un certain Moyen...

Vous aviez déjà entendu Monsieur Connerotte, (la presse l'avait relaté) et c'est à moi que vous demandé ce qui s'était passé dans son cabinet le 4 ?, 5 ?, 6 ?, ou 7 ? septembre 96. Je n'y étais pas et de plus j'étais en congé !.

Je comprends que dans toute cette triste et scandaleuse affaire vous essayiez de voir clair. C'est tout à votre honneur. Croyez moi sincèrement, je suis à 100% disposé à vous aider.

Je sais que vous avez une charge importante de travail et des détenus et que dès lors vous n'avez pas le temps de procéder à de longues auditions dans ce dossier ou d'entrer dans certains détails.

Alors, au lieu de vous le raconter et ensuite de vous demander de l'acter, j'ai préféré vous l'écrire.

C'est donc pourquoi, j'ai décidé de vous adresser le présent courrier en vous demandant de la façon la plus formelle à ce que celui ci soit versé dans ladite procédure.

J'en transmets au même moment une copie à mes avocats pour qu'ils soient tenus au courant de l'évolution de cette enquête.

Je risque d'être long et même très long, mais je pense que c'est la seule façon pour vous de voir clair, c'est à dire avoir une vue de tout ce qui se passe et surtout sur ce qui s'est passé.

Vous le verrez, certaines choses sont plus / moins importantes que d'autres.



A l'issue de mon audition, vous m'avez demandé si je savais pourquoi nous avons été écarté. Sincèrement, je dois dire que je l'ignore toujours à l'heure actuelle et je pensais même que cette réponse allait venir de vous, mais en vain.

Bien entendu je me tiens à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire sur le contenu de cette lettre ou pour toute autre chose.

D'emblée, je peux vous affirmer avec toute mon énergie possible, qu'il n'a JAMAIS été question de tromper / manipuler qui que ce soit dans nos enquêtes. Aucun dossier n'a été monté et rien n'a été caché à qui que ce soit.

Comme je vous l'ai exposé, je fais partie de l'équipe de l'Adjudant Patriek De Baets depuis décembre 1993. Dès le départ, je peux vous dire que je n'ai que des choses positives à dire de ce PATRON. Il enseigne à son personnel la droiture, l'intégrité, l'honnêteté, la façon de mener à bien une enquête... en un mot tout ce qu'un gendarme peut espérer d'un CHEF.

Au cours de mes 27 années passées à la Gendarmerie, je n'ai pas beaucoup de personnes à citer du style de l'Adjudant De Baets. Malheureusement...

Le 09 septembre 1996, je suis rentré de congé. Mon équipe était en pleine affaire « Dutroux ». Elle avait effectué des perquisitions et de nombreuses pièces / documents étaient à exploiter.

J'ai souvenir que ce jour là, j'ai dû me rendre chez le Colonel Lefèvre (actuellement pensionné) et qui exerçait la fonction de Commandant du Groupe Territorial du Brabant.

J'avais, six semaines avant, demandé son rapport vu que la hiérarchie de la BSR de Bruxelles m'accusait, par écrit, d'avoir fait de l'esclandre dans une enquête prescrite par cet officier supérieur.

Le Colonel Lefèvre, par sa note Adm-098 adressée au Directeur Général du Personnel s'inscrivait en faux sur ce qui m'était reproché.

Vous comprendrez aisément que le commandement de la BSR n'a pas apprécié cette démarche qui pour moi, rétablissait une certaine vérité.



Hors le traitement de quelques pièces arrivées pendant mes congés et relatives à divers dossiers en cours, je travaillerais moi aussi dans l'enquête Dutroux.

Vous m'avez demandé ce 19 mars 98 qui me donnait les directives de travail. A l'époque le chef d'équipe était l'adjudant De Baets. Le MDL Chef Hoskens faisait aussi partie de l'équipe.

Dans notre équipe, il n'est pas nécessaire d'avoir « des directives » pour travailler. Chacun sait ce qu'il a à faire et donc à mon retour, j'ai vu des collègues exploiter des documents. J'ai fait de même pour les aider.

En ce qui me concerne, j'ai participé à deux réunions de travail à Neufchâteau soit les mardi 15 et jeudi 17 octobre 1996.

Comme vous le savez, une ligne téléphonique verte 0800 a été ouverte le vendredi 11 octobre 96 à l'instigation de Monsieur Connerotte. A cette époque, nous étions occupés à travailler dans d'autres dossiers (mœurs / pédophilie).

Nous avons alors pensé qu'il serait utile de pouvoir compulser ces fiches afin d'y rechercher d'éventuels liens avec nos dossiers.

Un accord verbal nous a été donné le lundi 14 octobre 96 par le Lt Michot du BCR. Le 15 octobre 96 au matin, nous sommes allés au BCR et là, le major Decraene a refusé à ce que nous prenions connaissance des fiches.

Le 15 octobre 96 dans l'après-midi, Monsieur Langlois qui venait d'être saisi du dossier Dutroux nous autorisait à compulser ces fiches. Le même jour dans la soirée, Monsieur Bourlet confirmait lui aussi au Major Decraene cet accord.

Le 16 octobre 96, nous avons essuyé un nouveau refus du Major Decraene. Le 17 octobre 96, lors de la réunion à Neufchâteau tenue en présence de cet officier, tant Monsieur Bourlet que Monsieur Langlois ou encore Monsieur Vandoren ont donné leur accord pour que ces fiches soient mises à notre disposition ainsi qu'à la disposition de la cellule Obelix avec qui il existait une parfaite collaboration.

Le 18 octobre 96, nous recevions un nouveau refus du major Decraene avec cette fois un appui du Lt Colonel Brabant qui disait « on ne va pas ouvrir 700 dossiers » (il y avait environ 700 fiches).

C'est triste d'entendre de tels propos peu de temps après avoir retrouvé des fillettes assassinées...

Notre but, je le répète, n'était pas d'ouvrir de nouveaux dossiers mais d'obtenir des éléments en rapport avec les dossiers qui venaient d'être ouverts.

Les auditions de X1 étaient déjà commencées et d'autres victimes se faisaient aussi connaître.

Suite à la réaction de nos officiers, l'Adjudant De Baets a remis sa démission à Monsieur Bourlet pour les dossiers de Neufchâteau.

J'ai souvenir qu'il a adressé un rapport circonstancié à Monsieur Bourlet à ce sujet et que Monsieur Vandoren l'a recontacté pour lui demander de retravailler dans l'enquête. Ce Magistrat National demandait même à l'Adjudant De Baets de lui établir une note mentionnant tout ce dont nous avons besoin pour mener à bien ces enquêtes (PC, GSM, véhicules...).

Je pense que l'Adjudant De Baets pourrait être en mesure de vous fournir copie de ces notes.

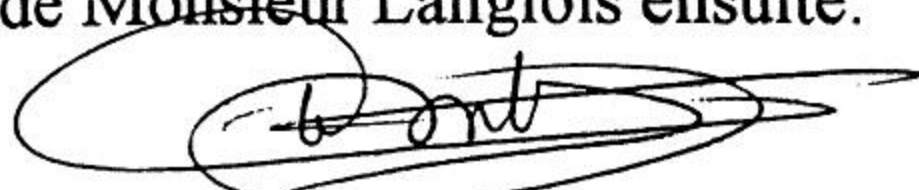
Je sais aussi que quelques jours plus tard une réunion s'est tenue avec le Major Decraene, Lt Col Brabant, Lt Michot...

Je crois que c'est ainsi que s'est vue naître l'antenne Neufchâteau à la BSR de Bruxelles et je pense qu'en vous apportant ces précisions je répons mieux à la question que vous m'avez posée au sujet de la création de cette antenne.

Vous m'avez aussi demandé si la création de cette antenne avait apporté une certaine réticence de la part du Commandant de la BSR.

Je vous réaffirme que jamais, malgré le fait que je travaillais dans les locaux de la BSR de Bruxelles, je n'ai eu écho que le Lt Col Brabant (ou quelqu'un d'autre) s'était montré réticent à la création de cette antenne.

En septembre, octobre et novembre 96, nous travaillons donc sous la direction de Monsieur Connerotte d'abord et de Monsieur Langlois ensuite.



Au fur et à mesure de la rédaction de nos PV, ceux ci étaient transmis à ces magistrats et une copie était adressée à Monsieur Bourlet.

Une autre copie était destinée au BCR, une autre à l'analyse criminelle, une autre à la cellule PJ de Neufchâteau. Tout ceci pour dire que nous travaillions en toute transparence.

Le 28 novembre 96, je suis venu le matin au Parquet de Bruxelles et à ma rentrée au bureau le midi, j'ai appris que nous déménagions dès le lendemain pour la rue Royale où nous allions travailler sous la direction du Cdt Duterme.

Le vendredi 29 novembre 96, le déménagement a eu lieu et j'ai toujours en mémoire les paroles du Cdt Duterme qui disait ce jour là : « pas question de venir le week end pour arranger les bureaux, cela se fera lundi ».

Ayant eu de cet officier l'expérience d'un mensonge flagrant (c'est lui qui avait rapporté le problème d'esclandre – démenti par le Colonel Lefèvre – voir ci avant) j'ai signalé à l'Adjudant De Baets que nous aurions des problèmes avec cet officier. Je crois me souvenir que d'autres collègues lui ont aussi tenu de tels propos.

L'Adjudant De Baets ne voulait pas y croire et disait même que le Cdt Duterme avait travaillé dans la cellule Brabant Wallon et qu'avec certains éléments recueillis il travaillerait au maximum avec nous.

Ceci pour vous montrer que, contrairement à ce que certains disent, l'Adjudant De Baets n'était pas du tout opposé à la présence du Cdt Duterme, bien au contraire.

Le samedi 30 novembre 96, suite à un devoir urgent reçu le 28 par Madame Somers, je suis venu travailler. Toujours dans ce dossier, je suis aussi venu le dimanche 1^{er} décembre 96 et ce jour là le Cdt Duterme est arrivé sur la pointe des pieds pour venir me contrôler.

Pas de chance pour lui, je travaillais (j'étais en audition).

Il répétera ses contrôles les 7 et 14 décembre 96 (toujours de la même façon, c'est à dire sournoisement, lui qui en semaine ne venait même pas dire bonjour !).

Suite aux différentes auditions de X1, un rapprochement a donc été fait avec l'affaire de la Champignonnière. Je ne sais pas qui a fait le rapprochement mais je pense que Monsieur Duinslaeger (magistrat national) y est pour quelque chose.

Je sais que l'Adjudant De Baets est allé à cette époque là (octobre ou novembre 96) au Palais de Justice et qu'il y a rencontré Monsieur Duinslaeger (magistrat national) et même Monsieur Van Espen.

Lorsque l'Adjudant De Baets a signalé à celui ci qu'il y avait du neuf dans le dossier, Monsieur Van Espen lui a dit en parlant de cette affaire « c'est le clou de mon cercueil ».

Le 04 décembre 96, nous avons reçu le dossier BR 30.14.321/84 relatif au meurtre de Christine Van Hees. Le dossier était volumineux (une bonne dizaine de cartons). Le dossier n'était pas très bien classé.

J'ai demandé à un jeune détaché à l'antenne de prendre copie de TOUT le dossier et de classer ces copies dans des fardes.

Le travail a duré jusqu'au 10 décembre 96. A ce moment, j'ai fait reporter le dossier en original au Parquet en me disant « si demain on arrête quelqu'un, le Parquet a le dossier pour travailler et nous, nous en avons une copie ».

Par souci que ce jeune collègue copie bien tout le dossier, je lui ai demandé, à l'issue de son travail, de dresser un inventaire de tous les PV contenus dans cette première procédure et de rédiger un PV reprenant cet inventaire.

L'Adjudant De Baets m'a demandé de dresser une synthèse de ce dossier. J'ai immédiatement (le 10 décembre 96) commencé ce travail avec mon collègue Michel Clippe.

Ici je voudrais encore ouvrir une parenthèse pour une fois de plus rectifier / démentir ce que certains crient à haute voix. Lors de la lecture de ce dossier qui avait été traité par la PJ de Bruxelles, de nombreuses anomalies ont été constatées.

Il m'est arrivé plus d'une fois d'aller près de l'Adjudant De Baets pour lui faire part de l'une ou l'autre constatation.

Jamais au grand jamais, l'Adjudant De Baets n'a voulu écouter ce que nous trouvions par souci pour lui de ne pas faire de confusion avec les auditions de X1 qu'il menait depuis le mois de septembre 96. Pour l'anecdote, il n'a même pas voulu un exemplaire de la synthèse lorsque celle ci a été faite.

Je crois que Luc Vergnon qui gérait la synthèse pourra dire la même chose c'est à dire que l'Adjudant De Baets ne voulait rien savoir du dossier.

A l'époque de la création de l'antenne, il y avait des réunions de travail trois fois par semaine soit le lundi, le mercredi et le vendredi. Tout le personnel se réunissait avec le Cdt Duterme et le point était fait sur tout ce qui se passait.

Par la suite il n'y a plus eu que deux réunions par semaine et finalement plus qu'une et à l'heure actuelle, il n'y en aurait même plus !.

Ceci pour dire que le Cdt Duterme était au courant de tout ce qui se passait à l'antenne.

Et pourtant lors de son contrôle du samedi 14 décembre 96, il est venu me demander ce que je faisais. Je lui ai répondu que je faisais la synthèse du dossier de la Champignonnière. Il le savait pourtant depuis le 11 et aussi le 13 décembre 96 (lors des réunions).

Il m'a aussi demandé si c'était utile de faire une synthèse. Je lui ai répondu que c'était mon chef qui me l'avait demandé. Il m'a alors dit qu'il ne m'avait rien demandé. Je lui ai rétorqué que mon chef était l'Adjudant De Baets.

Il me dit qu'il ne faut pas s'éterniser avec ce dossier. Que faut il penser, QUATRE jours seulement après avoir commencé à travailler dans cette enquête, qu'un patron vienne vous tenir de tels propos ?

Je lui explique que par exemple nous sommes allés le matin chez les parents pour poser quelques questions (exemple : sur les lieux du meurtre, un tampax a été trouvé. X1 parle dans une audition, qu'après un viol, Christine Van Hees a été soignée avec un tampax.

J'ai donc posé la question aux parents de savoir quel était le moyen de protection utilisé par leur fille. PV a été dressé de cette audition). Et bien



le Cdt Dutorme m'a dit « il ne faut pas tout le temps poser des questions aux parents ! ».

Croyez moi, ce jour là, j'ai terminé ma journée dès que cet officier est parti. Il m'avait découragé. Comment un « chef d'enquête » digne de ce nom, peut il être aussi négatif ?

Ayant l'ombre du Cdt Dutorme sur moi avec cette synthèse, je terminerais celle ci vers Noël 96. Un PV de 88 pages sera établi et remis à Madame Somers. Je précise qu'il s'agissait d'une synthèse « bâclée » puisque ne reprenant pas tout le contenu du dossier.

Vu qu'il fallait quand même travailler, j'ai demandé par PV la mise à l'instruction de ce dossier afin de faire placer un zoller et même si possible sur le téléphone de la nommée KIRBY Fabienne qui était un témoin clé dans cette enquête puisque dès février 84, elle apportait aux enquêteurs des faits extrêmement utiles à l'enquête et qui ressemblaient en quelque sorte à certaines choses décrites par X1...

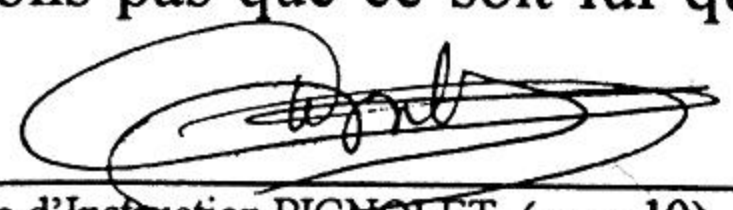
Madame Somers était en congé et a demandé les pièces à lire chez elle et a provoqué une réunion de travail dans son bureau au Palais de Justice le 02 Janvier 97 à laquelle j'ai participé avec mes collègues Hoskens et Clippe.

Pour moi, je dois vous dire ce que j'ai dit à la Commission Parlementaire, ce que j'ai dit à Monsieur Vandermeersch et que je dirais à qui veut l'entendre, qu'au vu du dossier de la Champignonnière, il n'y avait nul besoin de l'audition de X1 pour travailler. Le témoignage de X1 a pour moi, juste permis de relancer cette enquête et les éléments qu'elle donnait recoupaient certains éléments déjà dans le dossier en 1984 et 1987.

En effet, il y avait assez de choses troublantes pour pouvoir le reprendre à zéro. C'est ce que nous avons fait jusqu'au 24 juin 97.

Je dois aussi dire que dès décembre 96, notre équipe se tenait prête avec une liste d'adresses à perquisitionner (je pense 47). Les paroles du Cdt Dutorme furent dès ce moment « ici, on n'est pas à la 3 SRC, il faut cibler 2 ou 3 perquisitions ».

Le 20 janvier 97, Monsieur Van Espen est venu en nos bureaux et déjà à ce moment, nous lui avons donné copie des PV établis. Alors, il ne faut pas que l'on vienne dire que nous ne voulions pas que ce soit lui qui reprenne l'instruction.



Je me souviens des paroles de Monsieur Van Espen ce jour lorsqu'il a appris tout ce que nous avons trouvé dans le dossier : « je me rends compte qu'il faudra passer devant une commission parlementaire – tant pis – je m'expliquerais et si j'ai fait des fautes, j'assumerai. J'espère ne pas avoir été roulé par la PJ ».

Le 27 janvier 97, Monsieur Van Espen a été saisi du dossier et c'est donc avec lui que nous avons traité. Suite à sa lettre du 22 juin 97 nous lue en partie le 24 juin 97, nous avons dressé pas loin de 700 procès-verbaux dont 250 à 300 auditions de témoins.

Quelques 250 apostilles ont été exécutées et le tout était transmis directement au magistrat instructeur. Deux à trois fois par semaine, un jeune collègue était envoyé au Palais de Justice pour aller déposer les PV.

Ceci m'a même valu d'entendre deux ou trois fois Monsieur Van Espen dire « c'est bien de m'envoyer votre jeune arabe, il est bien gentil mais je préfère que vous veniez vous même me raconter ce qu'il y a dans les PV car je n'ai pas le temps de les lire ».

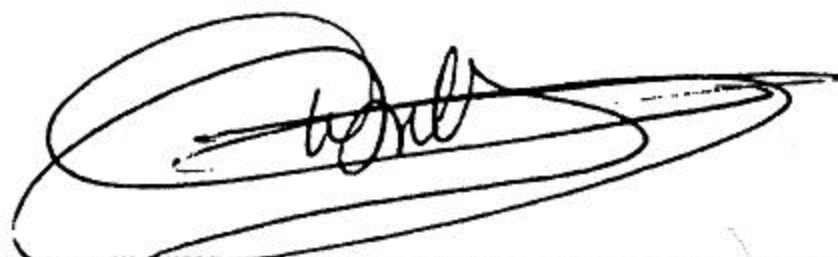
Je comprends sa surcharge par son travail dans le domaine financier mais j'estime que la moindre des choses à faire pour un magistrat c'est de lire le travail que ses enquêteurs font.

Jamais auparavant un magistrat ne m'avait tenu de tels propos.

J'ai encore été plus surpris lorsque le 28 avril 97, lors du retour d'une réunion de travail à Bastogne, Monsieur Van Espen m'a dit dans la voiture « il faudrait mettre des petites étoiles sur vos PV comme pour les hôtels comme cela je sais ceux que je dois lire ». Vu qu'il n'était pas possible de mettre des « étoiles », je collais un postit sur les PV urgents à lire...

Lors de cette réunion de travail très utile avec les analystes, (Monsieur Bourlet était même présent), il a été question de se revoir chaque mois à Bastogne.

Sans connaître la date de la prochaine réunion, Monsieur Van Espen a annoncé qu'il ne viendrait pas à la réunion suivante et qu'il y enverrait Madame la Juge d'Instruction Gruwez (à qui il faisait lire toutes les auditions de X1).



Et effectivement, lors de la réunion suivante soit le 10 juin 97, c'est Madame Gruwez qui est venue à Bastogne avec Madame Somers.

Je ne comprenais pas à l'époque (le 28 avril) que le Cdt Duterme demande au 1MDL Chef Dernicourt de venir avec nous à cette réunion à Bastogne. En effet, il ne travaillait pas dans le dossier ou du moins faisait semblant de ne pas y travailler. Son rapport du 02 juillet 97 m'apprendra qu'une relecture lui avait été demandée dès le 25 avril 97.

Encore une petite anecdote est de dire qu'en revenant de Bastogne, nous sommes allés montrer à Monsieur Van Espen l'endroit où se trouvait la ...champignonnière. Il disait ne pas connaître cet endroit !.

A la mi février 97, l'Adjudant De Baets qui se rendait à une réunion de travail, m'a téléphoné pour me demander de rédiger une lettre à tous les Parquets pour obtenir de ceux ci, dans le cadre du dossier 109/96 de Monsieur Langlois, la liste des notices des disparitions non élucidées ainsi que la liste des notices relatives à la mort de personnes de moins de 30 ans.

J'ai rédigé ce document et celui ci a été adressé à tous les Parquets de Belgique.

En mai 97, une enquête (préalable) disciplinaire a été ouverte contre moi par le Lt Colonel Brabant car je n'avais pas fait signer, par un officier cette lettre... Et oui, c'est vraiment l'école gardienne.

Le Lt Colonel Brabant m'a déclaré qu'il avait rédigé ce rapport suite au fait qu'il avait eu des remarques en provenance de Monsieur Dejemeppe vu l'importance du travail qui était demandé.

Il faut savoir que nous avons aussi retiré du greffe toutes les pièces saisies à l'époque. C'est ainsi qu'un mégot de cigarette avait été trouvé sur les lieux du meurtre.

Nous avons demandé, dès le mois de décembre 96 à Madame Somers, à obtenir un réquisitoire pour faire analyser ce mégot (ADN).

Lors d'une réunion qui s'est tenue à l'antenne en février 97, Madame Somers nous a montré le rapport du professeur Cassiman suite à cette expertise.



Nous avons pu en prendre copie et Madame Somers a dit qu'elle allait transmettre ce rapport par la voie officielle à Monsieur Van Espen (qui était aussi présent lors de cette réunion).

Je veux que la Justice sache que depuis lors, j'ai demandé à plusieurs reprises à Monsieur Van Espen pour qu'une comparaison soit effectuée avec les suspects de Neufchâteau. Jamais, (du moins jusqu'à la date du 24 juin 97, il n'a voulu le faire ou du moins nous n'étions pas tenu au courant s'il a demandé cette analyse).

Je cite à ce sujet le rapport de la réunion de travail du 17 mars 97 avec Monsieur Van Espen où il lui est demandé si l'ADN de Nihoul est fait dans le but de le comparer avec le résultat ADN du mégot. Le rapport de cette réunion a été dressé le 19 mars 97 par le MDL Chef DE PAUW.

Je dois aussi dire que le samedi 05 avril 97, j'avais, à la demande de Monsieur Van Espen, convoqué les parents de Christine Van Hees. Monsieur Van Espen est venu nous rejoindre et je me souviens que les parents ont fait la remarque que c'était la première fois qu'ils voyaient le magistrat sur 13 ans et que leur fille assassinée se prénomait Christine et non Claudine comme cela leur avait été écrit !.

Ce jour là, j'ai dû présenter un slip et un soutien gorge à la maman et lui demander si cela appartenait à sa fille. J'ai été étonné qu'il a fallu attendre 13 ans pour effectuer pareil devoir...

Ce jour là encore, Monsieur Van Espen a mis des gants et dans les saisies que nous venions d'ouvrir en sa présence, il a prélevé des cheveux/poils et morceau de gaze. Il a placé ces objets dans des sachets et m'a demandé de déposer ceux ci au greffe en vue d'analyse (ADN...).

Croyez moi Monsieur le Juge, j'ai dressé le jour même un PV et dès le lundi matin, le dépôt était effectué au greffe sous le n° 7819/97. Pour midi, mon PV et une copie de l'inventaire de saisie étaient au Palais de Justice.

Je peux aussi préciser que, à la demande de Monsieur Van Espen, un collègue a dû aller dans son cabinet, pour classer le dossier (cela s'est passé le 18 juin 97)

J'ai le souvenir que 190 jours après soit le 14 octobre 97 (jour de notre passage à la commission), j'ai téléphoné au greffe pour savoir si le dépôt s'y trouvait toujours.

La réponse a été affirmative c'est à dire qu'à cette date les analyses utiles n'étaient pas encore prescrites. Pourquoi ? ? ?

Dans cette enquête de la Champignonnière, il y avait encore une plus large diffusion des PV en ce sens que Monsieur Van Espen recevait l'original, et qu'une copie était adressée à Madame Somers, Monsieur Bourlet, Monsieur Langlois, la PJ Obelix, le major Guissard – patron de la cellule à Neufchâteau, le BCR, l'analyse criminelle et mon collègue Luc Vergnon (s'occupant de la synthèse).

Jamais, pendant tous ces mois de travail, une remarque / apostille ne nous a été adressée par qui que ce soit pour dire que quelque chose n'allait pas. C'est quand même révélateur...

Au sujet des auditions de X1, des magistrats, membres de la PJ, officier (Lt Michot)... y ont participé. Par contre, je n'ai pas eu écho que le Cdt Duterme a assisté à une seule audition ou partie d'audition. Ne disait-il pas qu'il était au dessus des gradins... Il est aisé de critiquer le travail des autres...

De plus, mensuellement, des réunions étaient organisées avec des membres des Parquets Généraux donc tout le monde (judiciaire / gendarmerie) connaissait l'évolution de l'enquête.

Suite à la réunion de travail du 02 janvier 97 chez Madame Somers, il m'a été demandé de poursuivre la synthèse du dossier. J'ai donc repris celle ci et un nouveau PV de 135 pages était dressé.

Je rédigeais la synthèse selon le classement des PV dans le dossier. Vu que les dates ne se suivaient pas, j'ai un jour par un procédé informatique « copier /coller » relié ces deux synthèses et celles ci ont été classées par date.

Un troisième PV a été dressé. Ce dernier contient 202 pages et comprend donc toute la synthèse de la première procédure.

J'ai été avisé par l'Adjudant De Baets en février 97, il avait appris au Parquet de Bruxelles, que Messieurs Collignon et Ceuppens (premiers

enquêteurs dans cette affaire) avaient adressé une lettre au Parquet pour critiquer notre synthèse.

Il serait donc intéressant de savoir comment et par qui, ceux ci ont été mis au courant du contenu de ma synthèse... Bien entendu, je mentionnais dans celle ci toutes les anomalies découvertes...

Jamais non plus dans toute ma carrière, je n'ai entendu un magistrat demander de relire un dossier.

Il faut savoir que dès février 97, le Cdt Duterme a commencé lui même une relecture. Le collègue Luc Vergnon possède la preuve écrite de cette relecture.

En relisant les auditions de X1, le Cdt Duterme a noté au crayon diverses choses. Nous sommes donc en mesure de prouver ceci par en fournissant les documents.

J'ai aussi le souvenir que, fin mars 97 (l'Adjudant De Baets était en congé à l'étranger), le collègue Philippe Hupez avait eu écho de critiques de la part du Cdt Duterme sur le travail des auditions de X1.

Philippe Hupez aurait donc demandé au Cdt Duterme si quelque chose n'allait pas et l'officier aurait répondu qu'il n'y a avait pas de problème.

Il faudrait demander à Philippe Hupez ce qui s'est vraiment passé.

Au sujet de l'attitude du Cdt Duterme, je précise qu'en décembre 96, j'avais appris qu'il « chipotait » dans nos bulletins de service.

J'estime un bulletin de service comme un document comptable. En effet, il contient nos heures prestées et le détail de celles ci. Ce document est signé par son rédacteur et contresigné par le chef d'équipe. C'est donc sur base de ce document que sont comptabilisées nos prestations.

Je suis allé au secrétariat de la BSR et j'ai effectivement constaté que mon bulletin de service du 06 décembre 1996 était falsifié par le Cdt Duterme.

Ce dernier, bien que je détaillais mon travail, m'avait retiré une demi-heure sur le temps de midi et cela, sans me demander la moindre

explication. Et pourtant, ce jour là, j'avais des personnes dans mon bureau et un PV en fait d'ailleurs foi.

Ayant réclamé, il m'a directement rajouté cette demi heure et ce sans la moindre discussion. Connaissant le Cdt Dutorme, il n'aurait certes pas rajouté cette demi heure si elle n'avait pas été justifiée. Et si j'avais « volé » cette demi heure, il n'aurait pas hésiter à le mettre sur papier.

Encore une fois, derrière le dos du personnel, il se permet de modifier illégalement un bulletin de service. J'estime qu'il s'agit d'une sorte de faux en écriture cette façon de procéder ! Quel abus de pouvoir !

Ceci pour dire dans quel climat de méfiance il fallait vivre et en même temps, essayer de mener à bien de pareilles enquêtes.

Le 16 décembre 1996, l'antenne a reçu la visite du Colonel Berckmoes (Commandant du BCR). Celui ci venait voir s'il ne manquait rien en moyens...

Il précisait aussi que nous pouvions travailler le week end, faire des heures supplémentaires... Lorsque cet officier supérieur a demandé s'il y avait des questions à poser, j'ai, pour ma part, demandé à lui parler en privé. J'ai ainsi pu lui expliquer l'attitude « freinante » du Cdt Dutorme suite à sa venue au bureau le samedi 14 décembre 1996...

Pour vous dire comment le Cdt Dutorme se comportait avec nous, je cite « l'histoire des sonnettes ». A l'antenne, il n'y avait pas de sonnette à la porte.

Lorsque des gens étaient convoqués, il arrivait que ces personnes ramassent des petits cailloux sur la rue et jettent ceux ci dans les vitres pour signaler leur présence. Un jour, j'ai établi une petite demande à l'attention du Cdt Dutorme. Je demandais s'il y avait possibilité de placer une sonnette.

Peu après, lors d'une réunion, il a dit clairement en faisant allusion à cette demande, qu'il ne fallait pas penser qu'il était pas là pour les « gommes et les crayons ».

Et maintenant, cet officier fait courir le bruit que ce serait l'Adjudant De Baets qui lui aurait dit qu'il n'était là que pour les gommes et les crayons...



Un jour de mai 97, j'ai constaté qu'un classeur du dossier de la Champignonnière n'était plus à sa place dans mon bureau. Après recherches, j'ai retrouvé celui ci dans le bureau de mon collègue Dernicourt.

Pour éviter de devoir à l'avenir faire des recherches dans tous les bureaux, j'ai demandé que si un classeur était emporté, qu'un petit mot soit laissé.

C'est ainsi qu'un jour, un postit a été placé avec la mention que les classeurs 1 et 2 du dossier BAGOU (Champion) étaient chez Dernicourt. Pour information, le nom de BAGOU a été donné au dossier ouvert suite aux témoignages de X1 (dossier 109/96 de Monsieur Connerotte / Monsieur Langlois). Le nom de CHAMPION a été donné au dossier 64/85 (la Champignonnière).

L'absence de ces classeurs a duré environ un mois. J'ai gardé le postit et je ne le regrette certainement pas lorsque je lis le rapport Ant/256 du 02 Juillet 97 qui est la base du PV de faux dressé à charge de l'Adjudant De Baets.

Je suis venu vous remettre ce postit en original en date du 13 octobre 1997 pour vous prouver que certaines choses mentionnées dans le rapport n'étaient pas exactes.

Dans ce rapport de « relecture » les rédacteurs disent clairement que par souci d'objectivité, ils n'ont pas consulté le dossier d'enquête.

Je pense que c'est dans ce rapport que vous pourrez trouver faux en écriture pur et simple d'autant plus qu'à la page 4 il y est aussi question de la fameuse photo P10.

Je crois que l'Adjudant Patriek De Baets est mieux en mesure que moi pour parler de ce problème de photo P10. Il est même en mesure de décrire qu'un PV complémentaire / rectificatif se trouvait à plus de 20 endroits différents lors de la rédaction de ce rapport.

Je ne comprends donc pas pourquoi les rédacteurs de celui ci disent « il n'est nulle part précisé que cette photographie correspond en réalité à une personne qui n'a strictement rien à voir ».

Si les « relecteurs » avaient pris la peine de discuter avec les gens en charge de l'enquête, tout aurait été résolu en cinq minutes !.

Je ne comprends pas non plus pourquoi, les magistrats qui ont reçu ce rapport ont laissé passer celui ci sans réagir. En effet, ils étaient en possession des PV relatifs à cette photo P10 et ils pouvaient donc, logiquement constater que ce rapport Ant/256 était entaché de faux.

Un des trois signataires de ce rapport est le 1 MDL Chef Dernicourt. L'intéressé possède la qualité d'officier de police judiciaire. Pourquoi, lorsqu'il découvre un « faux » ne dresse-t-il pas un procès-verbal. Le Code d'Instruction Criminelle ne lui impose-t-il pas de le faire ?

J'ai appris que le Cdt Dutorme avait demandé à Dernicourt de dresser un PV de faux à charge de l'Adjudant De Baets. Dernicourt aurait refusé.

Le Cdt Dutorme attendra encore ...55 jours pour dresser lui même ce procès verbal de faux en écriture commis par fonctionnaire à charge de l'Adjudant De Baets. Le fait que celui ci soit néerlandophone aurait eu comme logique que le PV soit dressé en langue néerlandaise. Il n'en n'est rien.

A croire que le Cdt Dutorme n'est pas soumis aux mêmes règles que nous ! Pourquoi avoir attendu si longtemps pour dresser ce PV ? N'était il pas certain de ce qu'il faisait ?

Je pense qu'il serait intéressant de comparer le rapport de relecture du 02 Juillet 97 (Ant/256) avec les auditions de X1 comportant des notes manuscrites du Cdt Dutorme. Je crois qu'on pourrait y voir que les relecteurs ont suivi les idées du Cdt Dutorme...

Une autre chose m'interpelle fortement dans cette enquête ouverte à charge de X (et dans laquelle je rappelle avoir été interrogé ce 19 mars 98 comme un inculpé qui n'a pas été inculpé mais qui pourrait devenir inculpé).

Lorsque j'ai lu la page administrative du PV de faux dressé à charge de Patriek De Baets, j'ai vu que le destinataire de l'original était Monsieur le Procureur du Roi à Bruxelles (c'est logique).

J'ai cependant constaté qu'une copie avait été adressée par le verbalisant (Cdt Dutorme) à... Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen.

N'appartenait-il pas au Parquet de décider d'en donner copie au magistrat instructeur ? Pauvre procédure judiciaire ! N'est elle pas là déjà entachée d'un genre de vice de procédure ? Avait-il seulement le droit d'envoyer une copie ...

D'autant plus que le 07 octobre 97, lorsque je suis convoqué à l'Inspection Générale de la Gendarmerie pour l'affaire Laurence Deconninck (j'en reparlerais plus loin) une copie de ce PV s'y trouve aussi.

Lors de mon audition à l'Inspection Générale de la Gendarmerie, mes interlocuteurs soit l'Adjudant Hetmanzyck, l'Adjudant Chef Goossens et le Colonel Franssen m'ont clairement dit qu'ils avaient constaté que quelque chose n'allait pas dans cette affaire.

Pour eux, il était clair que c'était l'Adjudant De Baets qui était visé et de plus une copie du PV de faux dressé à sa charge était jointe au rapport.

Je constate donc que la publicité de ce PV continue.

Il faut aussi savoir que le Lt Colonel Brabant a déclaré devant des gradés de la section financière qu'un dossier était ouvert à charge de l'Adjudant De Baets et un autre à charge du MDL Clippe.

Suite à cela, un compte rendu a été rédigé par le MDL Chef Marc Vandeplas. Cette note a été diffusée et elle a ainsi permis de faire poursuivre la publicité donnée à cette affaire. Tout cela est il logique ?

Je vous invite à demander à l'Adjudant Patriek De Baets une copie de cette note. Il n'est pas mauvais d'avoir ce document dans la procédure pour qu'en haut lieu, on sache comment les affaires se passent...

Suite à la lettre du 22 juin 97 de Monsieur Van Espen, nous apprenons le mardi 24 juin 97 que nous ne pouvons plus travailler dans le dossier dit de la Champignonnière.

Moi, je suis mis en repos le reste de la semaine. La semaine suivante, je pourrais retravailler vu que je dois préparer une commission rogatoire pour l'Argentine.

Le 10 juillet 97, une réunion de travail avec les magistrats concernés, s'est tenue à l'antenne. Il est regrettable que ni l'Adjudant De Baets, ni l'Adjudant Mertens ni le MDL Chef Hoskens n'aient pu y participer.

Selon ce que j'ai appris, je pense que c'est le Cdt Duterme qui aurait refusé qu'ils participent à cette réunion..

Si ceux ci avaient pu donner leur avis devant les magistrats, rien ne serait arrivé c'est à dire que tous les reproches formulés à notre encontre auraient pu recevoir une réponse logique.

Naturellement à ce moment, on ne savait plus monter des dossiers contre nous ...

Le 11 juillet 97, Monsieur Langlois adresse une apostille prescrivant une « relecture ».

Dès le 14 juillet 97, le commandement de la BSR profitera de ce document pour « mettre en repos » 5 gendarmes soit De Baets, Hoskens, De Pauw, Liesenborgs et moi même.

L'apostille de Monsieur Langlois ne demandera pourtant nullement notre éloignement mais nos patrons prendront quand même cette décision.

Il est curieux de constater que sur les 5 « écartés » il n'y en a en réalité que quatre. En effet, le MDL Chef DE PAUW a pu rester à l'antenne et il s'y trouve d'ailleurs toujours.

C'est pourtant lui qui, après Philippe Hupez, s'est chargé des auditions de X1 avec l'Adjudant De Baets.

C'est donc lui qui retranscrivait les notes prises au moment des auditions. Alors pourquoi peut il rester, s'il y a vraiment quelque chose à contester de ce travail ?

Il faut dire que c'est quelqu'un qui ne se soucie guère du travail. J'en ai eu l'expérience pendant 6 mois vu qu'il était mon collègue de bureau. Il passait plus de temps à discuter dans les couloirs qu'à travailler. Il passait aussi beaucoup de temps à l'extérieur...

Pour mémoire, c'est aussi ce même Chef De Pauw qui a participé à la perquisition chez X1 et qui n'aurait pas vu un cahier de notes de X1

pouvant être très utile à l'enquête. Ce sera X1 qui le transmettra par la suite. Je constate que ce collègue n'a pas de problème...

C'est encore ce même chef De Pauw qui, en octobre 97, placera dans une caisse, diverses fardes toutes relatives à l'enquête de la Champignonnière. Il s'agissait de fardes de travail laissées par moi dans mon bureau lorsque j'ai été écarté.

Dans ces caisses, se trouvaient une réponse en original d'une banque, des photos, un cahier avec les communications de Radio Activité (où Nihoul travaillait)...

Il avait indiqué « BROL – BUREAU 108 » sur la caisse et avait mis celle ci un étage plus bas. Il a reconnu ce fait à l'Adjudant Christian Pirard.

Comment un enquêteur agissant de la sorte peut il continuer à travailler dans un tel dossier ?

Je reparlerais plus loin de cette affaire « Laurence Deconninck », du fax disparu et retrouvé, de la caisse BROL...

Faut-il préciser que dans son numéro 3402 du 03 septembre 97, le Soir Illustré, dans un article signé par Monsieur Deliège, indique que le cinquième est resté à l'antenne après avoir, semble-t-il, reconnu quelques erreurs.

Le rapport de la commission parlementaire indique en sa page 157 que le 20 août 97, le Commandant de l'antenne (NDR : Cdt Duterme) informe par écrit le juge d'instruction de Neufchâteau de son intention de renvoyer l'équipe d'enquêteurs visée à la 3^{ème} SRC.

A la page 158 de ce même rapport, je lis que le 26 août 97, le commandant de la BSR de Bruxelles confirme, dans une lettre aux magistrats de Neufchâteau, le retrait temporaire des enquêteurs visés de l'antenne...

L'Adjudant De Baets apprendra cette décision de façon officielle le 26 août 97.

Or, l'hebdomadaire satirique Pan dans son numéro 2747 du jeudi ...21 août 97, annonce déjà cette décision. Que faut il penser ?

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, located at the bottom right of the page.

Monsieur Bourlet nous a confirmé que dès le 20 août 97, il était déjà en possession d'un exemplaire de ce journal.

Il faut aussi dire que suite à ma mise en repos du 24 juin 97, des bruits ont circulé à la BSR comme quoi j'étais ...suspendu.

Ayant appris que ces bruits venaient du MDL Chef De Groote Patrice, j'ai interpellé celui ci au début du mois de juillet 1997. Il a nié avoir fait courir ce bruit mais a par contre, ce jour là, devant le MDL ALVAREZ, déclaré que le 26 juin 1997, alors qu'il était en perquisition dans l'opération HOMES (perquisitions effectuées par la 3 SRC), il avait reçu un appel sur son GSM.

Cet appel venait de Monsieur Van Espen lequel lui annonçait qu'il avait rencontré le Ministre de la Justice et le Procureur Général, que s'en était fini de l'antenne et que tout le monde revenait à la 3 SRC sauf un soit ...l'Adjudant De Baets.

Bien entendu, j'ai rapporté ces propos à l'Adjudant De Baets qui a par téléphone, obtenu un démenti de Monsieur Van Espen.

Voyant tout ce qui s'est passé ces derniers temps, je me pose la question de savoir qui il faut croire ? Pourquoi le MDL Chef De Groote inventerait il cela d'autant plus que cela s'est en partie confirmé...

Profitant de l'occasion de parler du MDL Chef De Groote, je pense qu'il est temps, une fois pour toutes, de parler des contacts de celui ci avec la presse.

En 1994, ce collègue dont je venais d'arriver dans l'équipe, m'a demandé de l'accompagner dans un restaurant de St Josse.

Là, il y a rencontré les journalistes Brewaeys et Deliège. Bien que ceux ci donnaient des informations sur des affaires judiciaires, le MDL Chef De Groote dévoilait assez bien d'informations sur des dossiers traités par lui même.

J'ai même vu un jour Monsieur Deliège dans le bureau du MDL Chef De Groote. Il tenait un PV en main et en prenait des notes...

Ne l'a-t-on pas déjà vu venir, la nuit, sous l'influence de la boisson, avec ce même journaliste dans nos bureaux !.



Que dois-je penser lorsque ce journaliste rédige le 23 juillet 97 un article contre moi dans lequel il cite « cela n'a pas empêché Aimé Bille de travailler sur les informations reçues de R et d'annoncer dans un PV l'existence... ». A-t-il aussi copie du dossier « Di Rupo » ? ? ?

En juin 96, la 3 SRC a effectué des perquisitions à la SMAP. Pour ma part, j'accompagnais le MDL Chef De Groote dans les bureaux de Liège. En cours de route, mon collègue m'annonçait que ses amis journalistes seraient présents.

Effectivement, à notre arrivée ces deux journalistes étaient là et nous avons été filmés et sommes passés le soir à la TV.

Je m'étonne que, tant la magistrature que la hiérarchie qui voient de telles images, ne montrent leur inquiétude pour savoir qui a averti ces journalistes ?

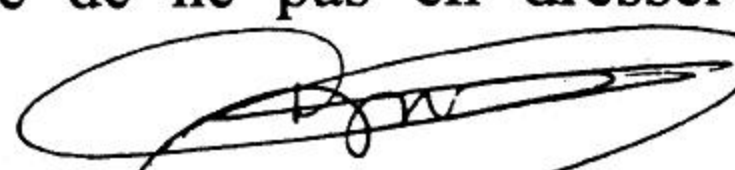
Ce 19 mars 98, je vous ai fait état, verbalement de ceci. Vous m'avez répondu que lorsque nous avons fait l'enquête au Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides, la presse était là aussi. Je crois me souvenir qu'une enquête a été effectuée à l'époque à ce sujet.

Le 22 janvier 98, l'Adjudant Chef Emile Besbrugge de la Section Information Criminelle de la BSR de Bruxelles, nous a avisé du fait qu'il avait appris par une informatrice que, des gendarmes faisaient des conférences de presse dans son café/restaurant.

L'Adjudant Chef Besbrugge a voulu s'assurer de la chose et est allé avec un collègue (peut être le MDL Chef Luc Lumen) dans cet établissement. Il y a constaté la présence du MDL Chef De Groote et d'un autre collègue (non identifié).

Il y avait, toujours selon l'Adjudant Chef Besbrugge, QUATRE journalistes soit Monsieur Dupont de la Dernière Heure, Messieurs Deliège et Brewaeys du Soir Illustré et un/une journaliste de la Libre Belgique. Le sujet était relatif à des disparitions/meurtres d'enfants, Loubna...

L'Adjudant Chef Besbrugge aurait avisé son chef direct le capitaine Leboeuf. Selon ce que je sais, c'est que le Lt Colonel Brabant aurait dit être au courant de cette situation et aurait demandé de ne pas en dresser rapport...



Pour plus de précisions à ce sujet, je pense qu'il serait très important pour l'enquête d'entendre l'Adjudant Chef Besbrugge, son collègue et son officier.

Il faut aussi savoir que le 07 janvier 98, le 1 MDL Chef Hoskens qui quittait la caserne m'a averti par GSM qu'il venait de voir les journalistes Brewaeys et Deliège attendre près de l'entrée.

Peu après, c'est l'Adjudant Christian Pirard qui m'avertit qu'il a vu le Lt Colonel Brabant en conversation avec ces deux journalistes dans les couloirs.

Je suis allé voir le registre des visiteurs de ce jour là et n'ai pas trouvé trace de leur inscription. Peut être ne voulait-on pas qu'il existe une trace du passage de ces personnes ?

Comme vous le voyez, je cite mes collègues Hoskens et Pirard comme témoins. Si, la justice émet des doutes quant aux dires de ces deux collègues, je garde en réserve un autre témoin qui est un gradé et qui n'appartient pas à la BSR de Bruxelles...

Malheureusement, je ne sais pas ce qui s'est dit lors de cette rencontre mais curieusement il faut savoir que, dans son numéro 3421 du **14 janvier 98** (une semaine après la venue à l'unité des deux journalistes), le Soir Illustré sous la signature des journalistes ...Brewaeys et Deliège, publie aux pages 34 – 35 et 40 des articles suite à la relecture, toujours en cours.

Il m'est revenu que le jour même, le 1 MDL Eric ELOIR (de l'antenne Neufchâteau) avait interpellé le Cdt Dutorme sur cet article en disant « là, on ne sait pas dire que ça vient de De Baets ».

Suite à cela, le Cdt Dutorme lui aurait répondu « il faut bien qu'on se défende ! ». Là encore, le collègue Eloir pourrait donner la confirmation et précisions utiles.

Que se serait-il passé si un membre de l'équipe De Baets avait fait de même. Pour mémoire Monsieur le Juge, vous m'avez posé la question de savoir si j'avais des contacts avec des journalistes...

J'ai aussi appris que le 04 novembre 97, le 1 MDL Patrick NOLLER a eu rendez vous avec une dame dans le café situé près de la Colonne du Congrès.

Peu après, un homme (ex ami de la dame) est arrivé et une altercation aurait eu lieu entre cet homme et le collègue Noller. Ce dernier a reçu un/des coup(s) et a déposé plainte chez ...son collègue de bureau en l'occurrence le 1 MDL Chef Dernicourt.

Celui ci, a poursuivi l'enquête en entendant la dame, le patron du café et ... l'auteur des faits. A cet effet, la notice BR 43.66.152542/97 a été ouverte.

Je ne comprends pas pourquoi le collègue Noller dépose plainte à la Gendarmerie et qui plus est, à la BSR de Bruxelles et encore plus troublant chez son propre collègue de bureau.

De plus, ce n'est même pas à la BSR de Bruxelles que cette enquête est menée mais au sein de la cellule Neufchâteau créée pour des dossiers Mœurs/pédophilie...

Et là, je n'ai pas entendu de réaction de la part du commandement de la BSR. Etait-ce déontologique de mener une enquête dans laquelle son propre collègue et ami est partie en cause... !!! ???

Sans lancer d'accusations mais vu ce qui se passe, je me dois de vous dire que j'ai appris en septembre/octobre 97, que le collègue Dernicourt aurait eu un petit problème au cours de son instruction en ce sens une histoire d'armes.

Les collègues Balfroid et Bihay – qui ont travaillé dans la cellule Brabant Wallon seraient en mesure de donner des éléments à ce sujet et même l'un d'eux aurait déjà témoigné dans le cadre de la commission parlementaire Dutroux (je ne sais pas si c'est devant la Commission ou si c'est chez Monsieur le Conseiller Marique).

Le 04 mars 1998, j'ai rencontré le 1 MDL Chef Fabien Houlmont. Celui ci m'a confirmé les faits en me racontant qu'à l'époque (il situe cela en 84/85), il était instructeur et avait appris par des élèves que deux de ceux ci soit Dernicourt et un autre, allaient tirer dans les Bois de la Houssière (NDR : je crois me souvenir qu'à l'époque des tueries du Brabant Wallon,

une voiture y a été retrouvée incendiée et je crois que c'est aussi à cet endroit que Bouhouche allait s'entraîner à tirer).

Cet instructeur aurait, (toujours selon ce qu'il m'a raconté) fouillé les armoires des deux collègues et y aurait trouvé pour chacun, un pistolet avec numéro effacé... Il n'y aurait pas eu d'enquête immédiate à la Gendarmerie mais par la suite, il y en a eu une menée par l'auditorat militaire et qui aurait été classée après deux ou trois semaines...

Je sais, ce que je viens de déclarer remonte à très longtemps. Je ne comprends pas comment un tel collègue est à présent désigné pour démolir le travail de ses autres collègues...

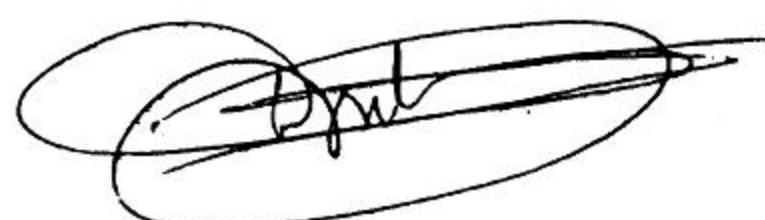
Une audition du 1 MDL Chef Fabien Houlmont vous permettra d'obtenir tous les éléments utiles sur cette affaire mais sachez aussi que lorsque l'Adjudant De Baets a constitué la section financière à la BSR de Bruxelles, il était déjà informé par un collègue de ne pas prendre le 1 MDL Chef Dernicourt dans cette section.... L'Adjudant De Baets pourra vous donner les précisions utiles à ce sujet.

J'en viens aussi à l'émission télévisée « Au nom de la loi » du 17 septembre 97 dans laquelle les dossiers de Neufchâteau ont été minimisés voire dénigrés.

Je vous invite à procéder à l'audition du MDL Chef Théo Van Dyck (ex BSR Bruxelles – Antenne et actuellement à la BSR de Tongres). Celui ci serait en mesure de donner les noms des collègues de l'antenne qui ont communiqué les informations pour cette émission.

Curieusement, c'est aussi ce jour là que sort le Soir Illustré n° 3404. C'est par cet hebdomadaire que nous apprendrons que le Cdt Duterme a rédigé un rapport le 4 juin 97 (en réalité il date du 3 juin 97 selon le rapport de la Commission).

C'est dans ce même numéro que nous saurons que la note de Monsieur Van Espen (décidant de nous retirer de l'enquête) date du 22 juin 97. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas vu cette lettre et nous n'en avons seulement reçu lecture que d'une partie le 24 juin 97.



Curieusement, une réunion de travail (sans les enquêteurs) a eu lieu dans le cabinet de Monsieur Van Espen le vendredi 20 juin 97. Le Cdt Dutermé y participait avec les collègues Decker, Dernicourt et Pourbaix.

Comme vous le voyez, aucune de ces personnes ne travaillait dans le dossier de la Champignonnière.

Alors, pourquoi faire une réunion de travail sans prendre au moins un enquêteur pour lui donner la possibilité de se défendre ou du moins faire entendre sa version... ?

La réponse pour moi est encore une fois assez simple : si un membre de l'équipe y participe, tout ce qui est avancé peut être démonté.

Je constate donc que les journalistes Brewaeys et Deliège connaissent même la date de ce rapport (le 22 juin 97 est un dimanche).

Dans ce même article et plus exactement à la page 43 je lis : « *Ainsi, le procureur du Roi de Neufchâteau, Michel Bourlet, n'a appris que vendredi dernier l'existence d'un procès-verbal pour faux en écriture dressé à charge de l'Adjudant Debaets par le Colonel Brabant* ».

Je constate donc que c'est le vendredi 12 septembre 97 que Monsieur Bourlet apprend l'existence du PV de faux en écriture par fonctionnaire daté 26 août 97.

Ne trouvez vous pas regrettable qu'un des grands patrons de cette enquête ne soit mis au courant que 17 jours plus tard de l'existence du PV de faux dressé à charge de l'Adjudant De Baets ?

Monsieur Bourlet m'a personnellement confirmé que c'était par Messieurs Brewaeys et Deliège qu'il avait appris l'existence de ce PV...

Là, je pense que c'est encore plus grave que ce soit par la presse qu'il apprenne cette chose !. Et pourtant, Monsieur Van Espen, avait lui reçu copie de ce fameux PV...

Ne craignait-on pas que Monsieur Bourlet ne réagisse négativement si on lui apprenait qu'un PV de faux en écriture était dressé à charge de l'Adjudant De Baets... ?

En effet, ce haut magistrat recevait copie de tous nos PV. et était, comme les autres, en mesure de dire qu'un PV rectificatif/complémentaire existait au sujet de la photo P10...

Ne reproche-t-on pas à l'équipe De Baets dont je fais partie, de cacher des choses aux magistrats ???

Je profite aussi de l'occasion pour rappeler d'autres paroles de Monsieur Michel Bourlet. Celui ci nous a raconté qu'il avait reçu une note du Lt Colonel Brabant pour l'aviser du départ de l'antenne du MDL Chef Philippe Pourbaix pour raisons personnelles.

Peu après, Monsieur Bourlet apprendra par la presse (je crois la Dernière Heure) que le collègue Pourbaix avait tiré sur une photo d'une victime au stand de tir. Pourquoi nos patrons ne disent-ils pas la vérité à Monsieur Bourlet ?

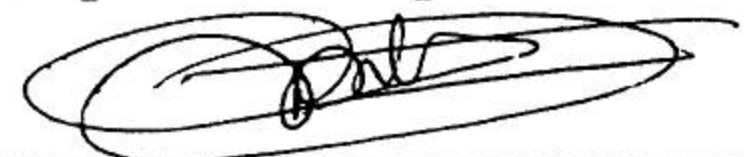
Il faudrait voir la date du rapport du Lt Col Brabant et comparer avec la date de l'incident de tir. Que faut il penser si effectivement l'incident de tir est antérieur à la rédaction du rapport et que ce ne soit pas mentionné dans ce document ?

La lecture du journal La Dernière Heure du samedi 11 octobre 97 m'interpelle assez vivement dans le sens où il y est indiqué que le Lt Colonel Brabant, patron de la BSR a contacté « GIL » (NDR : Gilbert Dupont) pour rectifier un article de la veille.

Jusque là, on peut encore admettre mais dans le même article, il est indiqué que l'Adjudant De Baets avait fait mutation dans les années 80 de la BSR d'Alost pour raisons disciplinaires.

Je n'ai pas vu de démenti du Comd de la BSR par la suite et je dois donc malheureusement comprendre que c'est cet officier qui a pris contact avec le journal et non l'inverse...

Que faut il penser, lors d'une émission télévisée, que Monsieur le journaliste Delière du Soir Illustré lise un extrait du rapport d'expertise de X1 par le professeur Igodt. Comment ce journaliste a-t-il ce rapport ? Là encore, l'équipe De Baets était écartée et ne pouvait pas être en possession de ce document...



Je vous informe aussi que j'ai eu connaissance par l'Adjudant De Baets d'une lettre qui lui est parvenue fin novembre/début décembre 97. Cette lettre lui a été envoyée par le journaliste Derider qui aurait été interrogé par le MDL Chef Bernard Vangansbergt.

Plusieurs personnes étaient destinataires de ce courrier et si vous ne l'avez pas, il serait utile d'en demander copie à l'Adjudant De Baets. Je pense qu'une autorité judiciaire à ce habilitée, pourrait entendre de façon la plus approfondie possible ce journaliste afin de savoir tout ce qu'a raconté ce collègue...

Aurions nous là encore des éléments à apporter à la Justice qui cherche à voir clair dans notre écartement ?

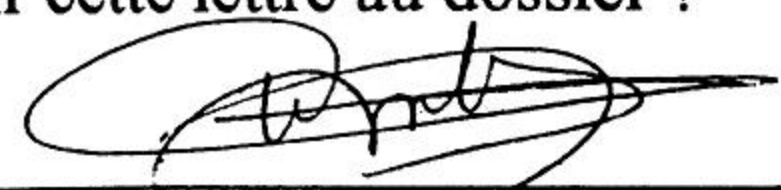
Quand je pense qu'en date du 30 décembre 97, ce même collègue dresse à ma charge un rapport intitulé « constat d'une faute disciplinaire et ou faute disciplinaire à caractère déontologique ».

Ce rapport, parsemé d'injures est adressé au Comd BSR qui laisse passer les propos tenus à mon égard par ce collègue c'est à dire : « aucune conscience professionnelle », « malhonnêteté professionnelle », « incompetence policière », « un enquêteur ayant un tel comportement ne mérite certainement pas d'avoir sa place en BSR »...

Il faut savoir que l'intéressé rédige ce rapport suite à un PV que j'ai dressé 13 mois avant et que pendant ce temps, ce PV est allé au Parquet, Parquet Général et probablement plus haut puisque mettant en cause un Ministre et qu'aucune autorité judiciaire n'a fait la moindre critique à mon égard...

Vous m'avez demandé (hors audition) si je connaissais le nommé MOYEN. A ceci je vous confirme ma réponse c'est à dire que je ne connais pas cette personne sauf le fait d'avoir entendu parler d'elle en nos bureaux.

Monsieur Bourlet, m'a même signalé que cette personne avait adressé à Neufchâteau il y a quelques années, une lettre méchante visant l'Adjudant De Baets. Ne serait il pas utile d'avoir cette lettre au dossier ?



Pour plus de précisions au sujet de Monsieur Moyen, je vous invite vivement à entendre mon collègue Michel Devisscher qui a une très bonne « anecdote » à raconter à la Justice au sujet d'arme(s) saisie(s) chez ou dans l'entourage de cette personne.

Je pense que l'Adjudant De Baets pourra aussi vous aider sur cette personne. Là encore il y aura de sérieuses questions à se poser...

Je profite de la présente pour vous confirmer ce que je vous ai dit verbalement ce 19 mars 98 au sujet de Monsieur Gilbert Dupont, à savoir que lorsque le dimanche 1^{er} mars 98, je téléphone à RTL lors de l'émission Controverse et que Monsieur Vrebos me pose la question suivante « avez vous déjà été entendu par Monsieur Pignolet ? » que ce journaliste, fait déjà un signe négatif de la tête et ce avant ma réponse.

En date du jeudi 05 mars 98, le Cdt Meunier m'a avisé du fait que vous alliez recommencer les auditions « la semaine prochaine ». Le lundi suivant soit le 09 mars 98 peu avant 0900 heures j'étais avisé de votre appel au bureau pour nous convoquer.

Toujours en rapport avec des contacts avec des journalistes, je vous invite à auditionner le MDL Jean-Claude Saint Viteux de la 3 SRC. Celui ci faisait partie de l'équipe De Baets et plus spécialement était le collègue du MDL Chef De Groote. Le collègue Saint Viteux a quitté l'équipe pour une raison assez précise.

J'espère qu'il aura l'honnêteté et ou le courage de le témoigner. Selon ce qu'il nous a dit à l'époque c'est parce qu'il ne voulait pas « tremper » dans les contacts que son chef de service (De Groote) avait avec la presse.

Je dois aussi vous apprendre que pour des raisons étranges, le commandement de la BSR et de l'antenne a voulu m'écarter de celle ci dès la fin janvier 97. Une note avait été établie à cet effet mais les motifs évoqués verbalement par le Lt Colonel Brabant ne s'y trouvaient pas. Il me faisait à l'époque trois reproches à savoir :

- ne pas avoir répondu correctement au Cdt Duterme le 14 décembre 96 lorsqu'il vient me parler de la synthèse de la Champignonnière (je

comprends que le Cdt Duterme n'a pas apprécié le fait que je lui avais dit que mon chef était l'Adjudant De Baets) ;

- avoir demandé à parler en privé au Comd du BCR lorsqu'il est venu le 16 décembre 96 ;
- avoir écrit au Commandant de la Gendarmerie pour l'informer de mon renon de participer à la promotion sociale et d'avoir mentionné dans ce document que le Comd BSR m'avait menacé de dresser un PV de faux en écriture à ma charge. Je reviendrais plus loin sur cette affaire.

Suite à cela, les quatre gradés de la coordination soit l'Adjudant De Baets, l'Adjudant Mertens, le 1 MDL Chef Decker et le 1 MDL Chef Verhaeghe sont allés voir le Comd BSR et moyennant un contrat que j'ai du signer avec ces quatre gradés, j'ai pu rester à l'antenne.

Il faut savoir que quelques jours avant (je pense que nous étions le vendredi 24 janvier 97), le Cdt Duterme avait fait, devant tout le personnel, un genre de « mea culpa » tout en précisant qu'il lui restait un couteau de planté dans le dos et qu'il réglerait ses comptes par la suite...

Tout le monde a vu comment il a réglé ses comptes !!!

Au sujet du travail réalisé par le 1 MDL Chef Dernicourt (relecture) je me pose la question de savoir si nous travaillons mal dans tous les dossiers.

Nous avons, le 17 novembre 96, ouvert le dossier dit « X69 » devenu le 153/96 de Monsieur Langlois.

C'est à cette occasion que j'ai fait la connaissance de Monsieur Pascal Vrebos mais aussi de Monsieur Jean Denis Lejeune (pour rappel, vous m'avez posé la question de savoir si j'avais des contacts avec les familles Lejeune et Russo).

Je n'ai gardé ce dossier que deux ou trois semaines car suite à la création de l'antenne, une répartition des dossiers a eu lieu et c'est l'équipe Dernicourt / Noller qui l'a reçu.

Moins de deux mois après avoir ouvert ce dossier, l'avocate de X69 me téléphonait déjà pour me dire que mes collègues ne devaient plus menacer son client. Depuis lors je n'ai plus jamais entendu parler de ce dossier.



La même équipe a aussi travaillé dans le dossier dit « Nathalie W ». Il s'agit d'une victime du genre de X1 mais pour qui un X n'a pas été attribué.

Curieusement, suite à la maladie fin janvier 97 du principal enquêteur en l'occurrence Théo Van Dyck, le dossier est repris en partie par ces mêmes enquêteurs et là encore le dossier semble terminé.

Une affaire encore à signaler est qu'en novembre 96, l'Adjudant Pirard et moi ouvrons un dossier à charge de Jean-Pierre Van Rossem et ce suite à des informations reçues de T2 et T3 (identités connues sous couvert d'un rapport confidentiel). Toujours suite à la création de l'antenne et à la répartition des dossiers, c'est encore la même équipe qui reçoit ce dossier.

Je vous invite vivement à procéder à l'audition de l'Adjudant Christian Pirard qui a constaté que ces collègues avaient rencontré dès le début Monsieur Van Rossem, qu'un PV n'avait pas été rédigé et que c'est plusieurs mois plus tard qu'un PV sera dressé.

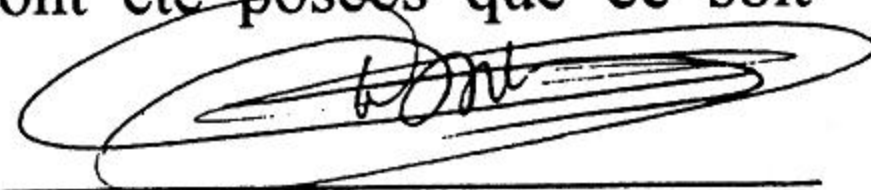
Le collègue Pirard vous donnera détail de tout ce qu'il a constaté. Vous comprendrez mieux...

Enfin, c'est toujours cette équipe qui est chargée de relire les auditions de X1 et qui dresse le rapport Ant / 256 du 02 Juillet 97. Vous en connaissez le résultat ! Correspondra-t-il avec le tout dernier rapport de relecture (s'il existe déjà et s'il est déjà sorti de presse...) ?

Une chose m'inquiète encore au sujet de ce rapport Ant/256 en ce sens qu'il existait à cette époque 17 auditions de X1. Parmi celles ci, il y en avait 7 qui étaient en relation avec la Champignonnière. Pourquoi le rapport n'est il basé que sur TROIS auditions et non sur les SEPT ?

Selon ce qu'ont dit les collègues à l'époque est qu'ils n'avaient reçu que 3 auditions de Monsieur Van Espen !

Si vous cherchez encore des personnes qui seraient aussi en mesure de vous apporter un quelconque témoignage dans la création de l'antenne (puisque il semble selon les questions qui m'ont été posées que ce soit



quelque chose de capital), je vous indique le Capitaine Alex Michot du BCR.

Il s'agit d'un officier d'une grande compétence et d'une grande intelligence.

Dès le début de l'enquête, celui ci était quasi tous les jours en nos bureaux. Il a peut être encore le souvenir d'un petit incident survenu un dimanche d'août 96 (pour rappel j'étais en congé) alors que les fillettes venaient d'être retrouvées.

Ce jour là, l'Adjudant De Baets travaillait avec son équipe au bureau et déjà il fit l'objet d'un « contrôle » du Cdt Duterme et qui venait émettre certaines critiques...

L'Adjudant De Baets et cet officier pourront peut être vous rapporter l'incident exact.

Sachez cependant que peu après la création de l'antenne, ce brave Capitaine Michot n'est quasi plus jamais venu à l'antenne et cela suite à un courrier du Cdt Duterme.... Que disait cette lettre...

Et pourtant le capitaine Michot nous aidait dans les recherches, les contacts avec le BCR, le transport de nos PV.... A croire que lui aussi gênait...

Dans toute cette histoire, vous pouvez constater que l'équipe de l'Adjudant De Baets est particulièrement visée. Aussi il me doit de vous parler du cas de l'Adjudant Christian Pirard, de celui de l'Adjudant Mertens, de celui du MDL Clippe mais encore de celui du 1 MDL Vergnon.

Bien entendu, je vous relate brièvement ce qui s'est passé et, seule une audition approfondie de ces collègues vous donnera encore une confirmation de ce qui se passe. Votre but n'est il pas d'essayer de trouver la vérité ? Alors allons y :

La veille de passer à la commission parlementaire en novembre 97, l'Adjudant Marc Mertens reçoit une note de fonctionnement. Selon ce que

j'en sais, il y aurait deux choses qui lui seraient reprochées à savoir avoir regardé Monsieur Van Espen avec des yeux méchants en juillet 97 et de ne pas avoir été correct avec un officier en novembre 96... Sommes nous à l'école gardienne ?

Le jour de passer à la commission parlementaire, l'Adjudant Christian Pirard reçoit lui aussi un rapport suite à une enquête ouverte dans le cadre d'un témoignage de X1. Il s'agit du meurtre d'une petite fille turque en 1988.

Quels problèmes le collègue Pirard n'a-t-il pas eu avec le Cdt Duterme ? Le rapport de la Commission Parlementaire en sa page 154 parle de cette affaire. La commission a entendu le 12 novembre 97 le magistrat du Parquet de Bruxelles.

Le rapport indique : « *C'est effectivement le cas lorsqu'en mai 1997, un magistrat du Parquet de Bruxelles fait recommencer une enquête sur base d'une série d'éléments nouveaux et adresse, pour ce faire, un certain nombre d'apostilles à un membre de l'antenne. La direction marque son désaccord et tente de convaincre le magistrat du parquet de confier l'enquête à la police judiciaire. Le refus du magistrat qui tient à ce que les apostilles soient exécutées par le membre de l'antenne, marquera pour ce dernier le début d'une série de difficultés et de discussions avec la direction de l'antenne* ».

Vous voyez, l'Adjudant Pirard est quelqu'un qui effectue son travail de la façon la plus sérieuse possible et en voilà encore un qu'on casse.

Comme vous le constatez, les trois adjudants qui étaient à l'antenne sont d'un coup de baguette magique devenus « mauvais » (De Baets, Mertens et Pirard). N'est ce pas là un peu de trop ?

Il y a aussi le cas de Michel Clippe sur qui vous m'avez interrogé au sujet de X2. Comme je vous l'ai dit et comme je vous le répète à nouveau, je ne pense pas qu'à un seul moment, ce collègue a procédé à l'audition de ce témoin.

Contrairement à d'autres collègues, (voir plus haut) l'équipe De Baets est trop soucieuse des règles de déontologie... N'auriez vous d'ailleurs pas eu un dossier en plus dans votre cabinet si par malheur,

c'était moi qui aurais reçu un coup et que c'est l'Adjudant De Baets qui aurait mené l'enquête... ? ? ?

Ce collègue qui est un excellent fouineur sur le terrain s'est d'abord vu écarter de l'antenne et retourner à la 3 SRC et par après, s'est vu remettre à la Brigade de Bruxelles. Une audition circonstanciée de l'intéressé vous aidera aussi à comprendre sur quelles bases il a été écarté.

Je vais aussi vous parler du cas de Luc Vergnon contre qui la hiérarchie a ouvert un dossier de « tentative de fraude fiscale ». Si un jour vous entendez ce collègue et que vous avez la chance d'être en possession de son dossier, vous verrez clairement qui manipule qui !.

Si la justice prends aussi la peine d'entendre l'équipe Fraikin-Roelans-Eloir-Delmartino-Demulder, je crois qu'elle pourrait encore apprendre d'autres choses sur la façon dont nous sommes traités. Eux aussi ont eu des problèmes dans l'exécution de leur travail...

Je vous ai dit ci avant que j'allais revenir au fait que j'avais été menacé par le Comd BSR de voir dresser à ma charge un PV pour faux en écriture.

Lorsque je vois pourquoi on dresse un PV de faux à charge de Patriek De Baets, je me rends mieux compte la notion de « faux » pour certains officiers...

En date du 31 décembre 96, Monsieur Bourlet est en nos bureaux. Une dame téléphone et souhaite le rencontrer. Un rendez vous est fixé le jour même et je suis chargé de participer à cette rencontre.

A l'issue de celle ci, Monsieur Bourlet me demandera de procéder à l'audition de cette dame. Celle ci relate le fait qu'un membre de la BSR de Bruxelles n'aurait pas bien fait son travail. Elle met cela en rapport avec l'affaire Dutroux.

Et bien, pour ne pas avoir mentionné le 03 janvier 97 sur une demande de travail du week end, que j'allais entendre cette dame le lendemain, le Lt Col Brabant, devant témoin (l'Adjudant De Baets) me menace de me dresser un PV pour faux en écriture.

La dame est venue le samedi 04 janvier 97. J'ai ouvert la notice BR 37.66.100059/97 et selon ce que je sais, c'est le Cdt Dutermé qui aurait poursuivi l'enquête.

Vous voyez dans quelle ambiance nous avons dû accomplir notre travail !.

Vous n'êtes pas non plus sans ignorer que l'équipe De Baets (et oui, encore elle) a dû travailler dans le dossier 218/96 de Madame la Juge d'Instruction Gruwez.

Il s'agit d'un dossier mettant en cause deux homosexuels et qui a souvent porté le nom de dossier « Di Rupo ».

A cet effet, vous m'avez demandé hors audition ce qu'il en était de Frédéric Van Espen. Je vous ai déclaré et je le confirme que ce nom est apparu dans une annexe nous parvenue la nuit du 15 au 16 novembre 96 (fax du Major Decraene envoyé depuis Alost).

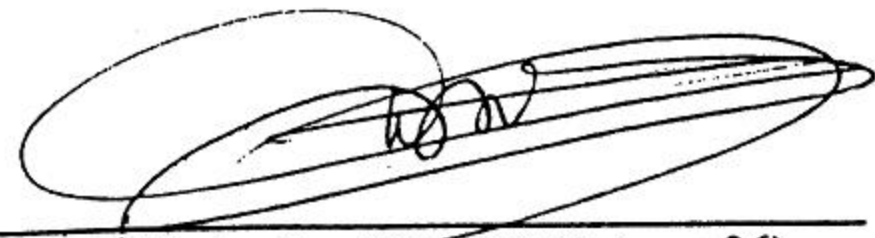
Maintenant, je vous réaffirme que j'ignore si ce Frédéric fait partie de la famille de Monsieur Van Espen.

Au sujet de ce dossier, je peux aussi vous dire que j'ai passé plus de quatre heures au Comité P en date du 11 février 97. J'y ai été longuement entendu et au cours de cette audition, j'ai raconté comment nous arrivions dans cette enquête à savoir que c'est Madame Gruwez qui téléphone à l'Adjudant De Baets. Celui-ci n'est pas de service (le 15 novembre est un jour férié à la Gendarmerie).

L'Adjudant n'est pas d'accord de travailler dans un nouveau dossier. Madame Gruwez prend contact avec le Comd BSR et celui-ci donne son feu vert.

Patriek De Baets me téléphone et me demande de prendre contact avec Madame Gruwez ce que je fais de suite. Celle-ci me demande de faire des recherches au registre national et de lui communiquer le résultat. Elle prépare les mandats et me demande d'envoyer quelqu'un à son cabinet.

A ce moment je demande aux collègues Philippe Hupez et Patrick Charles d'aller au Palais de Justice.



Par après, l'Adjudant De Baets arrive au bureau. A aucun moment il ne se rend chez Madame Gruwez.

Lorsque je lis le rapport du Comité P (non encore publié mais paru sur Internet au début juillet 97), je constate que l'inspecteur Antipine déclare que l'Adjudant De Baets était chez Madame Gruwez.

Donc, lorsque je cite au Comité P les noms des collègues qui sont allés chercher les mandats, ces policiers sont déjà en possession de l'audition de l'inspecteur Antipine.

De plus, trois jours après moi, c'est l'Adjudant De Baets qui doit témoigner au Comité P.

Pourquoi une confrontation n'est elle pas organisée entre ceux qui sont allés chez Madame Gruwez et Monsieur Antipine ? Non, il faut à nouveau salir l'Adjudant De Baets.

Là encore, il était si facile d'entendre tout ceux qui étaient chez Madame Gruwez. Celle-ci dernière pourrait aussi, si on le lui demande, rétablir la vérité...

A nouveau, je ne comprends pas pourquoi on tient de telles accusations envers l'Adjudant De Baets. Je vais finir par croire que les collègues de l'Inspection Générale de la Gendarmerie avaient raison lorsqu'ils disaient le 07 octobre 97 que ce n'était pas moi qui était visé par leur enquête mais ...l'Adjudant De Baets.

Un autre fait, pour lequel j'attache énormément d'importance, est à vous citer. Il peut, lui aussi être mis en relation avec tout ce qui se passe ou tout ce qui s'est passé. De plus, vous êtes chargé du dossier dit « Di Rupo ».

Je vous ai dit ci avant que la veille du déménagement de l'antenne soit le 28 novembre 96, je suis venu au Parquet de Bruxelles dans la matinée.

Ce jour là, Madame Somers m'a remis un petit dossier qui ne contenait qu'un PV et une apostille. Il s'agit du dossier BR 37.66.7866/96.

Il m'y était demandé si des enfants étaient mis en danger dans un appartement. Le dossier était à charge de Monsieur ...Di Rupo.

Vu le caractère spécial de cette apostille (danger éventuel pour des enfants), je travaille le week end des 30/11/96 et 01/12/96. J'entends deux personnes et dresse au total trois PV soit 117718, 117720 et 116608 lesquels sont amenés le 02 décembre 96 au Parquet de Bruxelles.

Je n'entends plus rien sur ce dossier jusqu'au 02 avril 1997. A cette date, l'Adjudant De Baets est en congé.

Je pense qu'il en est de même du 1 MDL Chef Hoskens.

Ce jour là, le Cdt Dutorme m'apporte une apostille sur laquelle est mentionné « à enregistrer IN ». Je crois qu'il doit s'agir de son écriture.

Ceci veut donc dire que je dois l'enregistrer sur le registre informatique des apostilles. Il faut savoir qu'en principe les apostilles relatives à l'antenne ne sont enregistrées qu'à l'antenne mais qu'une apostille n'ayant rien à voir avec l'antenne est à enregistrer d'abord à la section judiciaire du District et ensuite à la section opérations de la BSR avant d'être attribuée.

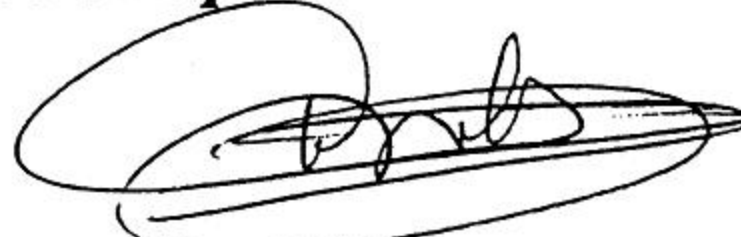
Je dis au Cdt Dutorme lorsque je vois le contenu de l'apostille : « c'est quand même un peu fort ». Il s'en va avec un léger sourire.

Il faut dire que je ne m'attendais JAMAIS à recevoir une telle apostille...

Comme mentionné sur celle ci, je procède à son enregistrement sous le numéro 154.

Cette apostille ne comporte que trois lignes mais au vu de la personne dont le nom est mentionné sur celle ci, je me rends compte que quelque chose ne va pas.

Le nom visé est celui du « Vice premier ministre Di Rupo ». L'apostille 37.98.7866/96 signée par Monsieur Dejemeppe transmise au Comd BSR de Bruxelles à l'attention de Monsieur Bille dit ceci : *« En le priant de bien vouloir me faire connaître s'il dispose d'éléments complémentaires dans cette affaire (cf. demande de Madame le substitut Somers du 28 novembre 96) et d'approfondir l'enquête de manière discrète concernant le vice-premier ministre Di Rupo ».*



Il faut savoir que lors de mon audition au Comité P le 11 février 97 soit moins de deux mois avant de recevoir cette apostille, il m'a été reproché par les enquêteurs d'avoir « travaillé » sur des ministres.

En fait, suite à l'ouverture d'un autre dossier, j'avais effectué une recherche au registre national sur une personne et j'avais obtenu l'identification d'une autre par la police de Namur.

Donc, là on me reprochait de travailler sur un Ministre et ici on me demandait d'enquêter discrètement sur un vice premier ministre...

Mes patrons savaient que nous étions mis en cause dans le dossier dit « Di Rupo ». Je ne comprends alors pas pourquoi, lorsque cette apostille arrive, que le Cdt Duterme (mon supérieur – Loi sur la Fonction de Police) me confie une telle mission.

La logique aurait voulu qu'il prenne contact avec Monsieur Dejemeppe pour l'attribuer à quelqu'un d'autre. Non, rien à faire, il faut essayer que Bille se casse la figure...

De plus, et tout un chacun le sait très bien, Monsieur le Vice Premier Ministre Elio Di Rupo avait été BLANCHI en décembre 96 soit deux mois avant la rédaction de cette apostille.

Pour rappel, le dossier dans lequel on me demande de travailler a été ouvert le ...29 octobre 96 par la BSR de Wavre.

Je n'avais pas et n'ai toujours pas l'impression que cette apostille était légale. Moi, j'étais sous contrat et je ne pouvais pas prendre contact seul avec un magistrat. Que s'est il alors passé ?

Suite à cette apostille, j'ai dressé un petit PV dans lequel j'ai relaté tout ce qui avait été fait dans le dossier soit les 3 PV cités ci avant. Bien que l'apostille mentionnait « dossier en annexe », il n'y avait aucun PV ou autre document avec celle ci.

La preuve en est, c'est qu'avec mon PV, j'ai à nouveau annexé une copie des 3 PV cités ci avant.

J'ai aussi dressé un rapport confidentiel destiné à Monsieur Dejemeppe en mentionnant les références de tous les dossiers pour lesquels j'avais travaillé à charge de ce Ministre.



Je demandais à être déchargé de celui ci pour ne pas que le mot « acharnement » ne me soit imputé. De plus je signalais avoir été entendu à ce sujet au Comité P .

J'ai remis le PV et le rapport au Cdt Duterme pour connaître son avis. Il m'a retourné ceux ci avec une petite correction et me demandait de lui remettre le rapport pour sa signature en précisant qu'il transmettrait le tout lui même.

Pour ma part, j'ai inscrit ce rapport sous le n° 108 mais à ce jour, je n'ai toujours pas vu le transmis du Cdt Duterme.

J'ignore donc actuellement si cette apostille était réelle et quel était le but visé en me confiant une telle enquête tout en sachant que mon meilleur guide dans mon travail (Patriek De Baets) se trouvait à l'étranger.

Vu que vous enquêtez notamment sur les dossiers découlants des auditions de X1 mais aussi sur la Champignonnière (vous m'avez parlé ce 19 mars 98 de la demande de mise à l'instruction de décembre 96), je souhaite vous communiquer, à toutes fins utiles, une grande partie d'un rapport portant la référence 3 SRC / 019 / 98 daté du 16 janvier 98 lequel a été remis à Monsieur le Juge d'Instruction Vandermeersch.

Ceci a pour but de vous prouver que nous n'enquêtons pas uniquement sur les dires de X1 mais qu'au moment où il nous a été interdit de continuer à travailler, plusieurs pistes étaient suivies (et ce n'était certes pas fini...).

Concerne : Assassinat le 13 Février 1984 de Christine VAN HEES

Relativement à la réunion tenue en vos bureaux ce jeudi 15 Janvier 1998 à 1600 heures et conformément à vos directives verbales, nous établissons ci après un relevé des différents éléments constatés dans la première procédure, des différentes pistes suivies, des nouveaux éléments découverts... Il y a lieu de tenir compte que cette liste n'est pas exhaustive vu que nous ne sommes plus en possession des PV établis dans cette enquête.



Comme exposé lors de la réunion, nous avons reçu du Parquet de Bruxelles le dossier **BR 30.14.321/84** le **04 décembre 1996**. Dans un premier temps, il a été photocopié afin d'en garder une copie de travail et de pouvoir tenir l'original à la disposition du Parquet.

Une synthèse a été débutée le 10 décembre 96 et a fait l'objet du PV n° 118324/96. A la fin décembre 96 ce PV a été rentré au Parquet de Bruxelles lequel nous a demandé le 02 janvier 97 de poursuivre la synthèse. Ce travail a fait l'objet du PV n° 100055/97.

Il faut savoir que le dossier en lui même n'était pas classé de façon chronologique et la synthèse était établie selon l'ordre des PV dans le dossier.

Pour des raisons de facilité et de compréhension, les deux synthèses ont été collées l'une à l'autre et par le procédé informatique de tri, tout a été classé par ordre chronologique. Avec ce résultat, le PV n° 150097/97 a été dressé.

Notons que dans ce PV, ne sont plus reprises des remarques/constatations figurant in fine du PV 118324/96 (**NDR : Madame Somers nous avait demandé de ne plus « attaquer » la PJ dans nos PV**).

Jusqu'au 27 janvier 1997, nous avons travaillé sous la direction du Parquet de Bruxelles et à partir de cette date, nous avons travaillé sous les directives de Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen (64/85) qui recevait l'original du PV.

Tous nos PV étaient reproduits en plusieurs exemplaires et un exemplaire de chaque PV était adressé à Madame Somers, Monsieur Bourlet, Monsieur Langlois, l'analyse criminelle à Bastogne, le BCR, les enquêteurs de la Police Judiciaire en poste à Neufchateau, au Major Guissard – directeur de l'enquête, au 1 MDL Vergnon – gérant de la synthèse opérationnelle.

Il a aussi été demandé à notre collègue KHALIFA (détaché de l'ARG) d'établir un relevé complet de tous les PV se trouvant dans la première procédure.

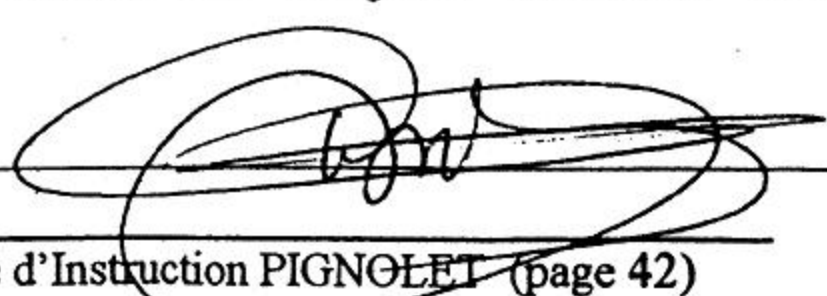
Tout a été répertorié sous forme d'un tableau et celui ci a été annexé au PV 100353/97.



Pour faciliter le classement du dossier chez le magistrat instructeur et à sa demande, nous avons créé une case dans le coin supérieur droit des PV.

Dans celle ci était mentionné le volet abordé (patinoire, école, radio libre...).

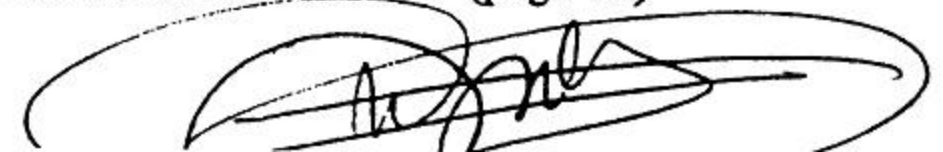
Pour des raisons de facilités et de compréhension, un numéro a été attribué à chaque élément / anomalie relevée.

1	<p>En juillet 1991, l'enquêteur Monsieur Van Den Eynde fait établir par le BCR un portrait robot grâce à l'aide d'une dame qui avait déjà apporté son témoignage en 1984.</p> <p>Le PV 35430 indique que des instructions sont données au dessinateur pour ne pas diffuser le portrait robot car cela semble totalement prématuré.</p> <p>A l'heure actuelle , il n'aurait toujours pas été diffusé.</p>
2	<p>Les conditions atmosphériques de l'époque ne figurant pas au dossier, nous avons demandé et obtenu en 1997 ces conditions (PV 151128). Cet élément peut être utile en cas d'auditions d'auteur(s).</p>
3	<p>Le PV 7114 du 22 février 84 cite qu'un réquisitoire a été adressé à la RTT pour identifier des numéros de téléphone trouvés dans le carnet de la victime. Le PV ne précise pas quels sont les numéros à identifier.</p> <p>Une suite est annoncée après identification. Aucune suite n'a été trouvée dans le dossier. Le carnet n'a pas été joint en copie au dossier et n'a pas été saisi.</p> <p>En mai 97, les parents de Christine VAN HEES nous ont remis un cahier dans lequel nous avons trouvé une trentaine de noms, surnoms, numéros de téléphone.</p> <p>Nous avons trouvé dans ce carnet des notes au crayon. Le carnet a été déposé au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles sous le n° 11701. Madame Bogaert (ex inspectrice à la Police Judiciaire) a été entendue à ce sujet et elle reconnaît les notes au crayon comme étant celles de collègues.</p> 

	<p>A la date du 24 juin 97, plusieurs des personnes mentionnées dans ce carnet avaient déjà été entendues et nous avons l'intention de procéder à l'audition de toutes les personnes y mentionnées.</p>
4	<p>Au sujet de l'incapacité de fréquenter l'école, notons que le certificat établi par le Dr Hallard est établi sous le prénom de Christia<u>n</u>e.</p> <p>Il porte sur la période du 20 au 25 janvier 84 et n'est daté que du 25 janvier 84 soit à la date de la fin de l'exemption. Rien n'a été trouvé en ce qui concerne une attestation de soin (mutuelle).</p> <p>L'enquête au centre médical en 1993 fera apparaître que le dossier médical n'existe plus.</p>
5	<p>La personne ayant appelé les pompiers en 84 n'ayant jamais été identifiée, nous avons tenté de la faire en 1997 mais en vain. Son témoignage aurait pu être utile à l'enquête.</p>
6	<p>Christine VAN HEES aurait été vue la semaine précédant sa mort à Ixelles avenue Buyl 144 où elle sonnait à une porte.</p> <p>Aucune enquête n'a été faite à l'époque suite au PV 881/84 du Bureau Judiciaire de la Légion Mobile.</p> <p>En 1997, nous avons exploité cette piste en auditionnant tous les occupants/anciens occupants de cet immeuble pour en arriver à la conclusion que c'est la cousine de Christine VAN HEES qui est venue à cette adresse.</p> <p>Il s'agit de Pascale Van Hees.</p>
7	<p>Le PV 5125/84 de la Police d'Auderghem cite qu'une écharpe et un garrot sont trouvés à proximité de la champignonnière. Seul le garrot sera déposé au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles sous le n° 3214/84 mais aucune trace de l'écharpe.</p> <p>Ces objets pourraient être utiles pour une analyse ADN.</p>
8	<p>En 1984, un mégot de cigarette a été trouvé sur les lieux et saisi (déposé au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles). A cette époque l'ADN n'existe pas.</p>

	<p>Nous avons demandé via le Parquet de mettre ce mégot à l'expertise ce qui a été fait en décembre 96 chez le professeur Cassiman.</p> <p>Les résultats sont connus depuis fin janvier 97.</p> <p>Il aurait été utile de faire comparer le résultat avec l'ADN des suspects de Neufchateau (Dutroux, Nihoul...).</p> <p>Il existe peut être de l'ADN de l'avocat VAN DER ELST dans le dossier « Haemers » ?</p>
9	<p>Lors des funérailles de Christine VAN HEES, des photos sont prises par les membres de la Police Judiciaire (confirmé par les personnes entendues et par Madame Bogaert – PV 151599 et 151678). Aucune photo n'a été trouvée au dossier.</p>
10	<p>A la demande expresse de Monsieur le Juge d'Instruction VAN ESPEN en date du 17 mars 97, une copie des PV établis par Monsieur Collignon (18 PV) ont été transmis par rapport confidentiel n° 90.</p> <p>Le lundi 13 octobre 1997 dans l'après-midi, le journaliste du Soir Illustré, Monsieur J.F. Deliège a téléphoné en nos bureaux et a eu contact avec l'Adjt De Baets. Ce journaliste a dit que Monsieur Van Espen menait actuellement une enquête sur le dysfonctionnement de la Police Judiciaire dans son dossier de la Champignonnière.</p>
11	<p>Il est aussi question dans le dossier d'une voiture avec un aigle (autocollant sur le capot). L'enquête de la Police Judiciaire s'est orientée vers une Chevrolet ou une Pontiac.</p> <p>Notre enquête a été orientée dans le sens de savoir quels véhicule le nommé Nihoul avait eu. Des témoins ont d'abord parlé d'une Datsun. Par la suite, il a été question d'une Mitsubishi Céleste brune (PV 151661).</p> <p>Nous avons demandé et obtenu de la DIV les véhicules de Nihoul et son entourage et c'est ainsi que nous avons appris que Marleen De Cokere avait eu en avril 83 une Mitsubishi Célest plaque BCD 807 – châssis A 733151329. Des recherches devaient encore être faites sur la couleur.</p> <p>Il aurait été intéressant de retrouver le propriétaire précédent de ce</p>

	véhicule mais aussi le suivant pour décrire le véhicule. (aigle). Des photos existent peut être encore ? Si ce véhicule existe encore, il pourrait être soumis à un examen ADN.
12	<p>Le 08 avril 97, il a été procédé à l'audition de Pierre Schrevens qui était le petit ami de Christine VAN HEES (PV 151105).</p> <p>Dans les questions posées à l'intéressé, il lui a été demandé combien de fois il avait été entendu par la Police Judiciaire.</p> <p>Il est formel : une fois et ce en février 84.</p> <p>Or il n'y a pas d'audition de lui à cette époque mais bien une en décembre 85 (PV 24930).</p> <p>En examinant ce PV tout comme le PV 5072 du 31 janvier 86, il est constaté à plusieurs reprises une faute dans le nom du magistrat à savoir Monsieur VAN <u>H</u>ESPEN.</p> <p>Monsieur Schrevens est formel pour dire qu'il n'a pas été entendu en décembre 85.</p>
13	<p>En août 1984, le nommé LAMARQUE Dominique dénonce un punk (Lenglet) qu'il dit avoir vu dans un café près de la Chasse avec Christine VAN HEES.</p> <p>Il est confronté en novembre 1984. Ceci est important pour prouver qu'il est en Belgique en 1984.</p> <p>Suite à l'affaire Dutroux, une perquisition est faite chez Lamarque en octobre 96. Des cassettes sont saisies (pédo ou porno ?). C'est une équipe de la Police Judiciaire qui effectue ce devoir (PV 42624 et 43276 – dossier 86/96 Monsieur le Juge d'Instruction Langlois).</p> <p>Il faut savoir que ce Lamarque (surnommé Germain) travaillait le samedi matin à Radio Activité où il était considéré comme agressif / violent.</p> <p>Lorsque la Police Judiciaire entend Lamarque en 96 et qu'on lui demande s'il a connu Nihoul, il dit qu'il est parti de 82 à 85 au Venezuela.</p> <p>Il faut aussi savoir que lorsque nous demandons en décembre 96 à</p>



	<p>la maman de Christine VAN HEES si sa fille fréquentait une Radio Libre, elle nous parle d'une radio où sa fille est allée un samedi matin. Elle a demandé à sa maman d'écouter l'émission et de téléphoner suite au concours. Elle donnait déjà la réponse à sa maman.</p> <p>Nous avons entendu (PV 150873) le nommé Borremans qui animait l'émission le samedi matin et nous parle qu'il a été victime d'un vol dans sa voiture (sa mallette avec les questions).</p> <p>Il nous précise lors de son audition que Lamarque lui a indiqué l'endroit où il pouvait retrouver sa mallette. Une très longue audition de Lamarque était préparée.</p> <p>Parmi les documents, photos récupérées (voir in fine), il y avait une photo de Lamarque prise en 1983 (PV 151355 – audition de Borremans). Selon lui Lamarque était à Radio Activité en 1983.</p>
14	<p>Suite aux dires de X1 mettant en cause notamment Marc Dutroux, un réquisitoire a été demandé et obtenu et adressé aux banques afin de savoir si les personnes mises en causes étaient titulaires d'un compte en banque en février 84.</p> <p>En principe les banques ne gardent les archives que 10 ans mais nous avons pu apprendre que le Crédit Professionnel du Hainaut avait Dutroux et Martin comme clients.</p> <p>Nous voyons que Dutroux est titulaire du compte 125-4471447-32 sur lequel il verse 50.000 BEF le 16 février 84 et 15.000 BEF le 17 février 84.</p> <p>Le 15 février 84, il ouvre au nom de son épouse MARTIN Michelle le compte 125-3655647-02 sur lequel il verse 35.000 BEF et le 17 février 84 il verse encore 100.000 BEF.</p> <p>Nous avons dressé le PV 151797 reprenant ces données.</p>
15	<p>Relevons le PV 8274/86 qui fait état que Christine VAN HEES connaissait à la patinoire un prénommé Marc qui habitait la région de Mons.</p>
16	<p>Dans le PV 4924 du 14 février 85, il est question d'un bidon. Celui ci sera saisi et déposé au greffe. L'inventaire de saisie mentionne le</p>

	bidon mais aussi une pelle. Il n'est indiqué nulle part d'où vient cette pelle. (dépôt au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles n° 2553/85)
17	Le PV 13073 du 23 avril 87 de la Police Judiciaire nous apprend que Christine avait rencontré des motards la veille de sa mort. Or en 1996, dans le cadre du dossier 86 instruit à Neufchateau, Marc Dutroux fait des confidences à un enquêteur (cet enquêteur est le collègue Dernicourt à qui il a été demandé plusieurs fois de faire un PV relatif à ces confidences) en ce sens qu'il dit aimer les motards et avoir fait partie d'un club de motards.
18	Le PV 5790 du 21 février 84 parle qu'une série de lettres, notes, agendas et autres documents pouvant intéresser l'enquête sont emportés. Le PV parle de la saisie et dépôt au greffe de ces objets. Rien n'a été trouvé dans le dossier ni au greffe.
19	<p>La Police Judiciaire entend le 04 novembre 85 (PV 22502) un certain MAHY (détenu pour meurtre). L'intéressé précise qu'il a été entendu 3 fois par la BSR de Bruxelles et ne pense pas qu'un PV a été établi.</p> <p>Il dit qu'il n'a d'ailleurs rien signé. Il précise que les gendarmes sont venus le voir à la prison et lui ont dit que le sang trouvé sur sa veste était celui de la victime de la Champignonnière. Au dossier, pas de trace de PV de la Gendarmerie ni de suite de la Police Judiciaire (recherches) à ce sujet.</p> <p>Il était prévu de réentendre le nommé Mahy mais aussi d'effectuer des recherches dans les archives de la BSR de Bruxelles afin de savoir qui s'est occupé de l'intéressé (interception – audition – saisie des vêtements...)</p>
20	<p>Le frère de Christine VAN HEES a été entendu en janvier 97. Il raconte qu'à l'époque (il avait 15 ans) et que l'inspecteur Collignon est venu le rechercher à l'école à midi. Il était seul et se déplaçait en Alfa Roméo.</p> <p>Pendant que Van Hees mangeait ses tartines, Monsieur Collignon lui a raconté que dans cette enquête il approchait des gens importants, hauts placés, qu'il aurait mieux fait de ne pas approcher et que pour cette raison il obtiendrait une promotion et qu'on lui retirerait l'enquête.</p>

	<p>Notre enquête a permis d'apprendre que Monsieur Collignon possédait depuis 1988 une Alfa (plaque 095B5). Il fallait encore poursuivre les recherches jusqu'en 84 pour savoir si à cette époque il était propriétaire d'un tel véhicule.</p>
21	<p>Dans notre enquête nous avons entendu de nombreuses personnes qui fréquentaient la patinoire à l'époque. Nous avons pris la liberté de chaque fois présenter l'album photos constitué au départ de Neufchateau dans lequel il y avait les photos de Dutroux, Nihoul, Weinstein...</p> <p>Plusieurs personnes entendues ont désigné Dutroux et Weinstein comme pouvant avoir été vue à la patinoire du Poséidon. Il faut préciser que ce ne sont pas les photos actuelles des intéressés qui sont désignées mais des photos de l'époque.</p>
22	<p>Lors de l'enquête nous avons pris connaissance du dossier BR 20.11.122/92 dans lequel un certain ALEWAETERS Alexis a déclaré que Annie Bouty avait des relations. Lorsqu'il est entendu chez nous il dit qu'il faudrait s'intéresser au meurtre de l'avocat Marc Vlanderen en 1985 (PV 151431).</p> <p>Lors de son audition, l'intéressé a dit avoir vu une voiture avec un aigle devant chez Bouty. Il parle que cette voiture appartenait à un arabe. Il pourrait éventuellement s'agir du surnommé « Le prince » connu dans le milieu de la prostitution et drogue et qui a été abattu Place Rouppe à bruxelles</p>
23	<p>Nous avons procédé à l'audition du frère d'Annie Bouty (Georges). Il nous donne une piste à suivre (2 auditions). Celles ci n'ont pas été faites vu l'interruption de l'enquête (PV 151595 et 151938).</p>
24	<p>Il ne faut pas perdre de vue la piste KAISIN. Celui ci a travaillé à Radio Activité. Deux jours après le meurtre, la police effectue une observation à proximité de la Champignonnière. Une Honda Civic est repérée rôdant à proximité. Il s'agit de la voiture de Kaisin. Dans la voiture il y avait Van Zeune Philippe, Verhulst Jean Luc et Pérignon Nathalie.</p> <p>Nous avons du entendre plusieurs fois Kaisin et à chaque fois l'intéressé se montre nerveux/angoissé (PV 118838, 118840) mais aussi les PV de la Police Judiciaire n° 7065, 7067, 7066 et 5050 de la police d'Auderghem.</p>

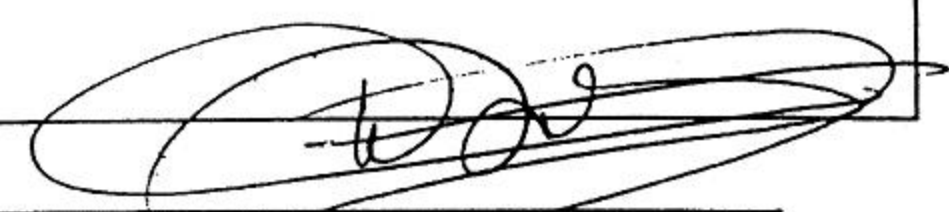
25	<p>Notre enquête en 1997 détermine avec certitude que Christine VAN HEES fréquentait la piscine d'Etterbeek (PV 151683/97).</p> <p>C'est à cet endroit que la Radio Activité était installée.</p>
26	<p>Lors du meurtre, la presse n'a pas parlé de la maison voisine de la champignonnière. Celle ci n'est pas décrite dans le dossier. Nous avons entendu l'ancien propriétaire de cette maison.</p> <p>De son audition et de celle de X1, douze points de comparaison seront relevés et l'intéressé (VANGINDERACHTER José) dira qu'il n'est pas possible que X1 décrive cette maison si elle n'y pas mis les pieds (nos PV 119120 – 150360 – 101019 et 150897).</p>
27	<p>Pour rappel X1 parle d'un tatoué. Les rapports du médecin légiste sur les punks parlent que des photos ont été prises. Nous avons demandé plusieurs fois à obtenir ces photos pour les soumettre à X1. Nous n'avons jamais reçu ces photos (PV 100647).</p>
28	<p>En mai 84, un certain DE BECKER est entendu par la Brigade de Gendarmerie de Rhode Ste Genèse (PV 819/84). L'intéressé disait que Christine VAN HEES avait été tuée par des marocains pour venger une jeune fille marocaine de l'école de Christine.</p> <p>Rien n'a été exploité dans cette piste mais nous, nous avons procédé à sa réaudition.</p> <p>Dans celle ci , il s'est même dénoncé comme ayant participé au meurtre de Christine VAN HEES (PV 151487).</p> <p>De nombreuses vérifications ont été faites. Ceci pour dire qu'il n'y a certes pas que la piste « X1 » qui a été suivie.</p>
29	<p>Nous avons aussi entendu un certain Renaud Lemoine (qui a été un ami de Christine VAN HEES). Il confirme que Christine allait aussi à la patinoire de Forest (PV 151376).</p> <p>L'enquête « Neufchateau » nous appris que c'est à Forest que Dutroux a connu Martin. Celle ci a même dit que fin 83, alors qu'elle était enceinte, il ne voulait plus qu'elle vienne avec lui à Bruxelles. Selon Martin, il pouvait ainsi draguer les jeunes filles.</p>

30	<p>Une dame de l'école fréquentée par Christine VAN HEES témoigne en 1997 qu'au cours de ses dernières semaines de vie, Christine avait l'air d'une bête traquée (PV 151457).</p>
31	<p>Lors de son audition en nos bureaux, Michele Bogaert (ex inspectrice) nous cite que l'avocat Dumont avait dit à l'époque en parlant de l'enquête « vous êtes passés à côté de la montre en or ». (PV 151678).</p> <p>Ces mêmes propos sont répétés par Monsieur Van Espen lors d'une réunion de travail avec l'équipe à l'antenne.</p>
32	<p>A Etterbeek, il y avait aussi Radio Cinquantenaire. Le nommé Moussadyk y travaillait. Il a été à l'époque longuement entendu par la Police Judiciaire. Il faut dire qu'il déclare que Christine VAN HEES brossait les cours et qu'elle venait chez lui (PV 20689)..</p> <p>Actuellement il est signalé à rechercher (ordonnance de capture de 5 ans). Il a aussi travaillé à Radio Arc en Ciel.</p> <p>Il est aussi recherché sous la rubrique « mandat d'arrêt » par Monsieur Van Espen (dossier 53/92).</p> <p>Il est repris dans le carnet de Christine VAN HEES sous le nom de « Phil Chevalier » et c'est l'inspectrice Bogaert qui nous a aidé à faire le lien entre ce nom et Moussadyk.</p>
33	<p>Nous avons aussi entendu un ancien complice de Dutroux qui venait avec lui à la patinoire de Forest. Il s'agit d'un certain Hubaux Francis. L'intéressé a travaillé à Radio Arc en Ciel (voir aussi point ci avant) (PV 151184).</p>
34	<p>Lors de l'audition par nos soins de la mère de Dutroux, nous avons appris que l'intéressé n'avait pas effectué son service militaire (réformé pour un problème d'oreille) (PV 151707).</p> <p>Il aurait obtenu le « montage » d'un dossier médical par un médecin. A la date de notre écartement, des recherches étaient toujours en cours au Centre de Recrutement de l'Armée pour retrouver le dossier de Dutroux et voir quel est le médecin qui s'est chargé de ce dossier.</p> <p>Rappelons que le Dr Hallard (qui a délivré un certificat d'absence en janvier 84) est un ORL.</p>

35	<p>En 1997 a été créé à la RTBF une émission « avis de-recherches ». Nous avons suggéré à Monsieur Van Espen de faire un appel à témoins concernant la champignonnière et d'y parler de la patinoire, de la voiture avec un aigle, de la radio libre...</p> <p>Cet appel aurait peut être pu identifier la personne qui a fait appel aux pompiers en 1984 ? Il peut toujours se faire lors d'une prochaine émission.</p>
36	<p>Lorsque les parents de Christine VAN HEES constatent l'absence de leur fille, ils visitent sa chambre et une lettre manuscrite y est trouvée. Elle est intitulée « lettre à Patty ».</p> <p>Au cours de l'enquête, la Police Judiciaire procédera à l'audition de la nommée Serkyn Patricia. D'emblée elle dira être surnommée « Patty » (PV 6443 du 16 février 1984).</p> <p>Cette lettre sera déposée au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles le 05 mars 1989 sous le n° 4325/89. Le 06 février 86, la Police Judiciaire établira une synthèse de l'enquête (PV 28616) et mentionnera dans ce PV que Patty est probablement le nom du journal intime de la victime.</p> <p>Une phrase retiendra particulièrement notre attention dans cette lettre à savoir : « Je ne suis pas chez moi au n° 24, je suis là où je désirerais ne pas être. L'ambiance et les camarades de la communautés me manquent énormément au point de m'enfoncer dans une profonde nostalgie/oisiveté ».</p>
37	<p>Un témoin anonyme (amie/confidente) de Christine VAN HEES témoigne dès février 84 (PV 7112).</p> <p><u>Résumé de cette audition :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Commence à parler intimement avec Christine VAN HEES en octobre 83. • Christine VAN HEES racontait tellement des choses incroyables que le témoin a pensé que Christine VAN HEES fabulait. • Christine VAN HEES lui a raconté qu'elle avait rencontré un groupe de personnes qu'elle retrouvait dans une maison abandonnée près de son domicile.

- Elle voyait souvent ces personnes entre octobre et novembre 83.
- Ces personnes étaient plus âgées que Christine VAN HEES.
- Christine VAN HEES disait que dans cette maison se tenaient des réunions, qu'il y avait un chemin que personne ne connaissait, que ce groupe comprenait des filles.
- Christine VAN HEES se rendait même seule dans cette maison pour y rédiger son journal intime.
- Le témoin dit que Christine VAN HEES n'en n'a jamais parlé aux filles de sa classe.
- Christine VAN HEES lui a raconté ce qu'il s'était passé et elle en a été sidérée.
- Christine VAN HEES lui a dit que si elle parlait de cela à ses parents ou ses frères, ses « amis » les tueraient et mettraient le feu à sa maison.
- Christine VAN HEES lui a fait comprendre que ce groupe s'adonnait à l'amour libre.
- Ce groupe était composé de personnes âgées de 20/25 ans.
- Christine VAN HEES lui a aussi parlé de grosses motos et d'un grand brun qui semblait être le plus terrifiant.
- Christine VAN HEES lui a parlé d'un chalet près d'un terrain de football.
- Christine VAN HEES parlait souvent de la pleine lune.
- Christine VAN HEES a aussi parlé du sous sol de la cabane (chalet ?) où elle avait une cachette sous une dalle. Ses amis ne connaissaient pas cette cachette.
- Christine VAN HEES a parlé d'un journal secret qu'elle complétait à l'insu de tout le monde. Elle pense qu'il s'agissait d'un cahier de brouillon.

- Christine VAN HEES paraissait terrifiée mais attirée par tout cela.
- Début de l'année 84, le témoin a trouvé Christine VAN HEES fort changée, fort maigre, était pâle et moins soignée.
- Christine VAN HEES lui a dit qu'elle voulait couper tous les ponts car il s'était passé des choses graves.
- Elle a vu Christine VAN HEES avec des « bleus » et une brûlure de cigarette au bras.
- Christine VAN HEES lui a expliqué que cela était arrivé en jouant, que ces jeux commençaient doucement et qu'ensuite ils devenaient violents.
- Christine VAN HEES est entrée en conflit avec une fille du groupe.
- Christine VAN HEES lui a dit qu'ils voulaient lui faire une ablation, sans précision. Ses amis voulaient lui faire passer un genre d'épreuve. Ses amis voulaient faire l'amour « par derrière ».
- Christine VAN HEES était attirée très fort par quelqu'un de la bande.
- Christine VAN HEES disait « ont peut avoir une attirance sexuelle pour un garçon sans pour cela l'aimer mentalement.
- Christine VAN HEES brossait les cours. Elle disait de ses amis : « *ce sont des gros porcs mais je suis bien avec eux* ». Elle disait qu'une fois que l'on entrait dans leur bande, on ne pouvait plus en sortir.
- Comme Christine VAN HEES l'a décrit au témoin, ce témoin pense qu'il s'agissait de gars bien baraqués, portant des vestes de cuir et se déplaçant sur des grosses motos.
Nous supposons qu'il s'agit d'une déduction faite par les témoins.
- Le témoin assure qu'il ne s'agit pas de « punks » ni de « skinheads ». *Il s'agit ici d'une certitude.*
- Christine VAN HEES parlait du « grand » qui semblait être le chef. Elle était apeurée et courrait en rue. Elle n'osait pas se confier car personne ne l'a croirait.



- Elle n'a jamais parlé de vols ou de coups commis par es-membres de cette bande.
- Christine VAN HEES était fort au courant de tout ce qui concernait des sectes secrètes. Elle qualifiait une fille de « femme du Diable ». Elle disait que c'était « la femme de Lucifer ».
- Elle parlait du film orange mécanique et disait que ce film était atroce.

Le témoin anonyme était disposé à accompagner les enquêteurs dans une maison car elle pensait avoir mémorisé certaines choses.

Lorsque les enquêteurs l'ont reconduite à son domicile, elle a ajouté que les garçons fumaient des cigarettes GITANES.

Il n'en sera plus question par la suite. Ce témoin sera encore entendu en 84 et 93 et parlera alors que fin 83 elle s'est faite avorter au centre « Aimer à l'ULB ». Elle cite que Christine VAN HEES lui a demandé l'adresse du centre. Rappelons que le rapport d'autopsie précise que la victime a le col de l'utérus d'une nullipare.

Une descente a été faite dans ce centre en 1994. L'enquête avait établi que pour se faire avorter, il fallait voir un médecin et une assistante sociale et que pour des jeunes filles allant à l'école, cela se faisait sur deux mercredis.

N'y aurait il pas correspondance avec l'absence entre le 20 et le 25 janvier 1984 de Christine VAN HEES de l'école ?

38

Le 05 avril 97, une rencontre des parents a été faite en nos bureaux avec Monsieur Van Espen. Au cours de cette rencontre, les saisies de l'époque ont été ouvertes et dans celles ci, le magistrat instructeur a prélevé des poils, cheveux, morceau de gaze.

Nous avons procédé à la saisie de ces objets afin de les soumettre à analyse (PV 151096 – dépôt au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles n° 7819/97). Lors de l'ouverture des saisies, il est constaté l'absence d'un lambeau de tissu, d'un carnet de téléphone, d'un classeur... (dépôt 3275/84).

	<p>Vérifications faites au greffe le 07 avril 97, nous apprendrons que le retrait de certaines pièces a eu lieu en septembre 84 a été effectué par Monsieur Leemans de la Police Judiciaire.</p> <p>Des vêtements montrés à la famille en 84 ne sont plus là et en 97, la famille voit des objets non vu en 84 (PV 151098/97).</p>
39	<p>Le 01 mars 84 (PV 7535), la Police Judiciaire refouille la chambre de Christine VAN HEES et y trouve un journal intime allant du 22 avril au 22 décembre 82. Il n'est trouvé aucune trace de ce journal au dossier (pas en copie et pas au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles).</p>
40	<p>Le PV 18492/84 du 23 août 84 contient l'audition du nommé VAN DER SANDEN lequel termine sa déclaration par la phrase suivante : « je pense que vous auriez intérêt à contacter les personnes qui s'occupent de Radio Activité car elles viennent très souvent aux Bouffons ». Il faut savoir que notre enquête a déterminé avec certitude que Michel NIHOUL a travaillé dans cette Radio Libre.</p>
41	<p>Le 27 avril 87, un appel anonyme arrive à la Police d'Etterbeek et l'interlocuteur oriente l'enquête vers le Dolo (PV33797). La cassette saisie (dépôt au Greffe du Tribunal Correctionnel de Bruxelles n° 7548/87).</p> <p>Aucune enquête n'est faite au Dolo (malgré la demande par apostille). Lorsque nous avons repris l'enquête, nous avons, via un réquisitoire, soumis la cassette à un expert afin d'obtenir des précisions sur la voix de l'interlocuteur.</p> <p>L'expert conclu (le PV indiquait que c'était la voix d'un nord africain) que la voix est affaiblie par l'âge ou l'alcool ou une maladie et que l'accent pourrait être de La Louvière, Nivelles, Soignies.</p>
42	<p>Des plaques de véhicules sont relevées en février 84 à la patinoire (PV 7393) Des vérifications sont annoncées mais il n'est rien trouvé dans le dossier.</p> <p>En 1997, nous avons tenté d'identifier ces plaques (PV 150873) mais vu le nombre d'années séparant les constatations de l'identification, tout n'a pu être obtenu.</p>
43	<p>Les PV 20272 et 20266 sont tous deux établis le 19 septembre 84 à 1530 heures. Il s'agit de deux auditions faites au même moment.</p>
44	<p>Le 13 janvier 1985, Monsieur Michel Pêtre est entendu par la Police Judiciaire. A l'issue de son audition (PV 3622), il remet une lettre</p>

écrite par Christine VAN HEES. Cette lettre n'est pas jointe au dossier et ne se trouve pas au greffe. Il remet aussi des photos (elles ne sont pas non plus au dossier).

Le PV ne parle pas du contenu de la lettre. Dans son audition, l'intéressé dit avoir connu Christine VAN HEES en juin 83.

La fin du PV dit : Monsieur Pêtre nous remet une lettre de Christine VAN HEES datée du 22 avril 83. Comment sait elle écrire en avril 83 à quelqu'un qu'elle ne connaîtra qu'en juin 83.

Cette anomalie n'est pas relevée dans le PV.

Nous l'avons réentendu en 1997 (PV 151665 et 151933). Nous avons reçu les négatifs des photos dont question en 1985.

De très nombreuses pistes ont été exploitées dans notre enquête et ce entre décembre 1996 et le 24 juin 1997. Pour vous faciliter le travail, nous dressons des tableaux reprenant les pistes et PV rédigés. Bien entendu cette liste n'est pas exhaustive. Elle n'est établie qu'avec des notes en notre possession.

Piste « Avenue Buyl 144 »

100057	150616	150858	150860	150919
150923	150924	150927	150958	150971
150972	150975	150976	150977	150978
150979	150980	151011	151012	151017
151018	151020	151057	151058	151060
151062	151063	151103	151129	151130

Piste Dolo

100061	151115	150118	150120	
--------	--------	--------	--------	--

Recherches diverses suite principalement aux auditions de X1

118456	100169	100413	100414	100449
100451	150168	150234	150370	150500
150527	150533	150539	150759	150771

150777	150865	150866	150867	150895
150904	150905	151104	151211	151214
151442				

Piste Paras

151358	151935			
--------	--------	--	--	--

Contacts avec la famille de Christine VAN HEES

117541	117545	118322	118323	118327
118631	118632	118722	100336	100450
100645	100646	150091	150612	150613
150992	151064	151095	151098	151215
151306				

Recherches école primaire et lycée

119163	151354	151465	151460	
--------	--------	--------	--------	--

Photos mises au dossier

100407	100408	100409	100410	100411
100647	150236	150321	150357	150448
150837	150852	150864	150897	150898
150899	150922	151016	151097	151210
151224				

Piste « Retraite »

151073	151483			
--------	--------	--	--	--

Piste « sectes »

151430	151469			
--------	--------	--	--	--

Recherches téléphoniques (Belgacom – Mobistar et Proximus)

150684	150375	150376	150439	150440
150441	150442	150443	150444	150445
150449	150450	150451	150452	150453
150454	150455	150456	150493	150495
150497	150498	150499	150538	150541
150543	150611	150615	150838	150856
150955	151074	151075	151079	151111
151112	151235	151269	151360	151364
151365	151369	151474	151494	151510
151514	151559	151600	151722	

Piste « De Becker »

150361	151309	151366	151367	151487
151609	151610	151724	151738	151793

Recherches bancaires

151860	151078	151100	151217	151218
151220	151272	151273	151290	151291
151292	151362	151382	151383	151384
151472	151475	151561	151729	151730
151731	151732	151733	151795	151796
151797	151798	151802	151859	

Piste SKIN

151428	151480	151512	151602	151635
--------	--------	--------	--------	--------

151640	151720			
--------	--------	--	--	--

Recherches voiture aigle

150618	150766	150767	150775	150959
151213	151404	151557	151636	

Piste scouts

151361	151400	151699		
--------	--------	--------	--	--

Recherches suite 1^{ère} procédure

118324	118326	118837	119135	119137
119173	100055	100353	100354	100355
100643	100648	101019	150097	150324
150446	150447	150614	150620	150841
150859	150872	150873	150918	151013
151014	151055	151059	151077	151096
151101	151108	151128	151270	151335
151405	151599	151633	151678	

Enquête fiscale

150318	150323	150709	150710	150711
150712	150713	150928	150932	150933
150934	150935	150936	150937	151651
151652	151653	151654	151656	151658
151659	151660	151665	151746	151747
151748				

Relations de la victime



151663	151670	151679	151680	151681
151685	151700	151704	151705	151735
151794	151800	151842	151864	151873
151875	151877	151929	151931	151932
151933	151934			

Amies de Christine VAN HEES

150772	150996	151061	151181	151219
151221	151399	151513	151515	151841
151884	151936			

Piste Lamarque

151378	151406	151468	151488	151566
151668	151682	151683	151734	151799
151843	151846	151866	151939	

Piste Punks

150839	150768	150770	150833	151114
151131	151379	151455	151484	151862

Recherches à l'INAMI

150371	150372	150373	150374	150457
150926	151133	151134	151180	151271
151718	151728	151839		

Amis de la victime

150836	151105	151183	151265	151308
--------	--------	--------	--------	--------

151338	151665	151845		
--------	--------	--------	--	--

Piste Ecole

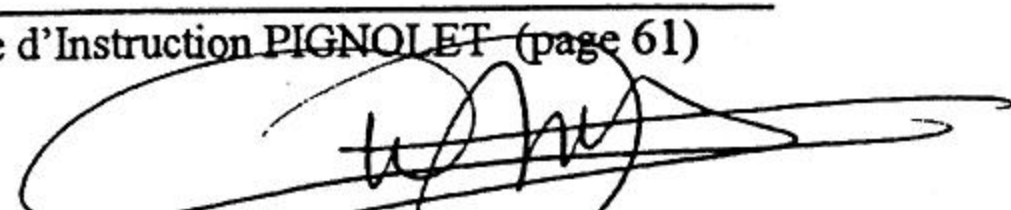
118280	119280	150531	150784	151102
151109	151114	151132	151136	151177
151178	151182	151185	151264	151266
151267	151268	151294	151297	151310
151339	151434	151457	151466	151638
151662	151677	151930		

Piste de la patinoire

118721	118723	119175	119279	100130
150834	150921	150997	151072	151209
151311	151313	151314	151332	151333
151340	151357	151361	151366	151376
151377	151380	151388	151401	151403
151432	151433	151435	151436	151437
151453	151454	151458	151463	151464
151467	151470	151471	151476	151477
151478	151482	151485	151486	151560
151562	151563	151564	151565	151596
151597	151598	151601	151631	151632
151637	151639	151664	151686	151701
151702	151703	151838	151840	151844
151870	151871	151872	151874	151940

Piste Radio Activité

118838	118840	118841	118843	119121
119122	119130	119133	119174	119278
100118	100448	100644	150090	150092
150094	150460	150840	150920	150993
151019	151076	151081	151099	151179
151222	151293	151295	151305	151331



151355	151356	151359	151385	151398
151407	151456	151459	151461	151462
151634	151661	151801		

Piste Lambert/Sonet

151402	151429	151723	151726	151864
--------	--------	--------	--------	--------

Piste « X1 »

116990	116991	118451	118452	118453
118454	118877	119120	119244	119245
119246	100054	100058	100133	100398
118458	119124	119138	150018	150093
150358	150360	150368	150534	150714
150757	150758	150762	150763	150764
150765	150819	150822	150857	150861
151145	151146	151203	151204	151205
151317	151489	151503	151555	151582
151672	151761	151885		

Divers

118222	119168	119177	119281	100126
100128	100131	100357	100443	100444
100445	100446	101017	150111	150112
150113	150117	150119	150316	150530
150532	150535	150544	150619	150708
150778	150779	150780	150781	150782
150783	150863	150869	150870	150925
150965	150973	150974	150991	150994
150995	150998	150999	151000	151106
151110	151107	151127	151184	151186
151216	151307	151312	151334	151336
151731	151479	151481	151595	151596
151603	151667	151671	151707	151714
151715	151719	151721	151727	151837

151858	151861	151865	151867	
--------	--------	--------	--------	--

Toujours pour faciliter votre travail, nous annexons la liste des saisies établies au cours de notre enquête. Là encore, il est possible que des dépôts ne soient pas mentionnés vu que nous établissons cette liste sur base des quelques notes en notre possession.

N°	n° dépôt	n° PV	Détail de la saisie
1	6780/97	150837	cassette RTL sur champignonnière
2	7784/97	150922	cassette RTB sur champignonnière
3	7819/97	151096	cheveux + morceaux gaze extraits du dépôt 3275/84 (veste et chaussette)
4	9875/97	151317	ours en peluche brun clair
5	10258/97	151145	2 cassettes audition X1 du 09 décembre 96
6	10259/97	151205	3 cassettes audition X 1 du 01 février 97
7	10260/97	151146	3 cassettes audition X1 du 10 décembre 96
8	10261/97	151204	2 cassettes audition X1 du 15 décembre 96
9	10262/97	151203	3 cassettes audition X1 du 11 décembre 96
10	11530/97	151667	Dix neuf feuilles (spécimen écriture Christine VAN HEES)
11	11702/97	151678	Farde de photos reçue de Madame Bogaerts Michel (P.J)
12	11701/97	151671	Carnet adresses / Tf Christine VAN HEES
13	11693/97	151468	Agenda Radio Activité (reçu de Monsieur Moreaux Jacques)
14	11896/97	151700	Articles presse reçus de Madame Laloux
15	1331/97	100169	dalle de pavement saisie sur terrain SNCB

Liste des apostilles non exécutées et restituées le 01 Juillet 1997.

Le n° de l'apostille est celui attribué lors de son enregistrement à l'antenne.

90 du 20 mars 97	poursuivre investigations curriculum vitae de Kirby
19 du 28 février 97	observation d'Ursel
117 du 19 mars 97	cheveux de Patrick Derochette

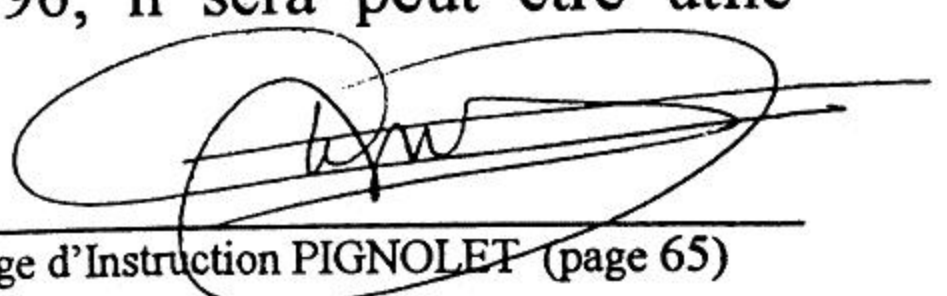
92 du 20 mars 97	Kirby doit montrer la maison abandonnée
05 du 25 fév 97	Observation De Graeve
382 du 29 mai 97	Audition de Gino Bogaert
407 du 02 juin 97	Centre de Recrutement et de Sélection (Dutroux)
433 du 13 juin 97	demande d'une cassette à la RTBF
438 du 13 juin 97	identifier « Poil de Carotte »
439 du 13 juin 97	Audition de Paul De Noos
440 du 13 juin 97	Audition Marc Lenglet
334 du 13 mai 97	Liste des para-commandos
354 du 15 mai 97	Dossiers fiscaux Louf/Poupaert
364 du 27 mai 97	Suite enquête Tania Van Acker
370 du 26 mai 97	Manège
371 du 26 mai 97	Bil Henri
328 du 12 mai 97	Observation Kirby

Au sujet de Lamarque Dominique, nous étions en possession de 7 dossiers provenant du Parquet de Bruxelles. D'un examen rapide, il semble que le BR 36.59.4721/84 soit intéressant pour la présente enquête.

Notons encore les points suivants :

- Sur les lieux du meurtre, a été trouvé un tampax. Celui ci a été mis à l'analyse à Liège. L'autopsie précise que Christine VAN HEES n'avait pas ses règles au moment des faits. Soulignons que X1 parle elle même de l'usage d'un tampax qui a servi à la soigner pendant les tortures.
- A l'issue de l'audition de Monsieur Van Overloop de la Police Judiciaire, un avis a été donné à Monsieur Van Espen vu que cet ex inspecteur nous avait dit qu'il aurait été utile de consulter les fardes de travail de l'époque de la Police Judiciaire. Nous n'avons jamais pu consulter ces dites fardes.
- A noter que le PV initial de la Police d'Auderghem parle de la présence de clous dans le corps de Christine VAN HEES (bras) et même d'un trou dans la tête. L'officier de police Decock réentendu par nos soins confirme la présence de clous. Il en est de même des pompiers. Le rapport d'autopsie n'en parle pas. Par contre X1 parle de petites tiges en fer enfoncées dans les membres de Christine VAN HEES (PV 119138, 151013, 151014).

- X1 a déclaré que Dutroux avait deux chiens du nom de Sultan et Brutus. L'audition de Martin Michèle (à la Police Judiciaire) confirme le nom de Sultan.
- Dans notre enquête nous avons aussi entendu la mère de Dutroux, son frère, sa première épouse et sa maîtresse ceci afin d'obtenir un maximum d'éléments sur le nommé Dutroux.
- Toutes les photos des punks ont été montrées à X1.
- Il est bon aussi de vous informer que dans le cadre du dossier 136/96 de Monsieur le Juge d'Instruction Langlois, une écoute a été placée quelques temps sur la ligne téléphonique de X1. Une surveillance zoller / malicieux existe également du début de l'enquête en septembre 96 jusqu'en juin 97. Ceci pour vous informer qu'il est possible de vérifier les contacts de X1.
- Pour les besoins de votre enquête, il serait utile de demander à Monsieur le Juge d'Instruction Langlois dans le cadre de son dossier 109/96, une copie conforme des PV 151511 du 14 mai 97 et 151517 du 29 mai 97 (si cela n'a pas été fait). Il s'agit d'un PV parlant d'un contact téléphonique avec Van Den Bogaert et d'un des auteurs cités par X1. L'autre PV est un contact téléphonique de 19 minutes entre les parents de X1 et Van Den Bogaert ce qui prouve que ces personnes se connaissent.
- Il serait aussi utile de demander à Monsieur le Juge d'Instruction Langlois une copie des auditions des autres victimes qui ont été citées par X1 et qui ont été entendues par nos collègues. Certaines auditions confirment certains dires de X1 et d'autres disent ne pas la connaître.
- X1 nous a parlé d'un manège situé dans les environs de Bruxelles. Nos recherches ont permis d'identifier un manège à Oppem/Meise. Nous sommes allés sur place avec X1 et celle a reconnu l'endroit - PV 119138 (vu de l'extérieur). Par la suite nous sommes retournés sur place (PV 150759) et là nous avons pu constater que l'intérieur ne correspondait pas tout à fait à sa déclaration. De ce fait, nous ne sommes pas certain qu'il s'agisse du bon manège mais nous avons pu constater que Nihoul y a eu un cheval et qu'il a été introduit dans ce manège par un certain BIL Henri (PV 151259) qui a été dans les années 1970 le chauffeur de Monsieur Van Den Boeynants.
- A notre départ de l'antenne, le bulletin de renseignements de Van Den Bogaert nous est parvenu et a été laissé à nos successeurs pour jonction à un PV. L'intéressé était bien connu de la Justice.
- Suite PV 118222, du 20 décembre 96, il sera peut être utile d'auditionner SAMI et THIERRY.



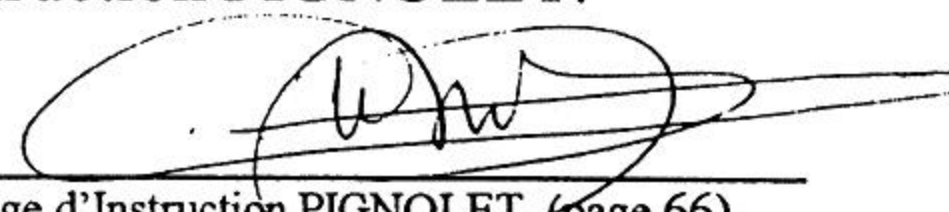
En date du 01 juillet 97 et suite à la décision de suspendre provisoirement l'enquête, la note n° 253 a été rédigée et adressée à Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen.

Nous demandions par celle ci des instructions quant aux devoirs en cours d'exécution ou en attente d'une réponse d'un autre service. Il s'agissait des points suivants :

1. jonction à la procédure des résultats et exploitation des différents zollers/malicieux ayant tourné dans le présent dossier et qui ont pris fin le 30 juin 97 à 2400 heures ;
2. Input et la schématisation des données zollers/malicieux dans les bases de données de l'analyse criminelle à Bastogne ;
3. réponses de la DIV en attente en ce qui concerne des targets et autres personnes ;
4. réponse Interpol en attente en ce qui concerne l'emprisonnement en France de Bernard Weinstein et des identifications de divers numéros de téléphone à l'étranger suite aux zollers/malicieux ;
5. réponse en attente de l'INAMI ;
6. nous demandions si les analystes à Bastogne devaient continuer leurs vérifications des auditions de X1 (tableau pour et contre) ;
7. directives concernant les 7 dossiers du Parquet de Bruxelles en notre possession et concernant Lamarque Dominique ;
8. Quid des vérifications en cours en ce qui concerne les sociétés Wegebo et Uco (PV 116991 du 18 novembre 96) ;
9. Enquête sur le fait que Nihoul aurait joué au golf (PV 118451 su 09 décembre 96) ;
10. recherches concernant la villa avec la piscine (PV 118451 du 09 décembre 96)
11. dossiers fiscaux de la famille Louf/Poupaert qui sont en notre possession ;
12. Qui des saisies effectuées lors de la perquisition chez X1.

Conformément à votre demande, nous tenons à votre disposition (pour vous remettre en mains propres) les documents que nous avons pu récupérer et qui semblaient ne plus être utile à l'enquête.

Nous en avons dressé un inventaire dont un exemplaire a déjà été remis ce 08 janvier 98 à Monsieur le Juge d'Instruction PIGNOLET.



Nous restons bien entendu à votre entière disposition pour tout complément d'information.

Ce rapport était par mes collègues De Baets, Hoskens, Liesenborgs et moi même.

* * * * *

Pour votre information, le contenu de la caisse Brol a été remis aux collègues Decker et Dernicourt sur base d'une apostille délivrée par Monsieur le Juge d'Instruction Vandermeersch.

Je profite aussi de l'occasion pour vous rappeler un fait que je considère lui aussi comme troublant.

En mars 97, avec mon collègue Bart Ooms, je suis venu consulter votre dossier 33/97 relatif au différent qui oppose Messieurs Marnette et Suys.

J'avais à cet effet une apostille de Monsieur Van Espen.

A l'issue de la consultation du dossier, je vous ai exposé que nous avions à l'antenne, acté une audition qui pouvait vous intéresser à savoir l'audition de Michel Forgeot (patron du Dolo).

Cette audition avait été faite par le MDL Chef Philippe Pourbaix. Vous m'avez demandé de vous en faire parvenir une copie.

Dès ma rentrée au bureau, je vous ai fait une copie de ce PV. Celle ci a été mise sous enveloppe à votre attention privée et confidentielle. J'ai ensuite mis cette enveloppe dans une seconde enveloppe avec les mêmes mentions.

Je vous ai envoyé le MDL Ooms avec ce courrier. Il est arrivé dans votre bureau et y a déposé ce courrier.

J'ai aussi averti mon collègue Pourbaix du fait que je vous remettais à titre officieux une copie de ce PV. Il faut savoir que dans le cadre de la Champignonnière, une copie certifiée conforme de ce PV a été versée dans la procédure.

Quelques jours plus tard, j'ai pris contact avec vous et vous m'avez appris ne pas avoir reçu copie de ce PV.

Vous avez effectué des recherches dans votre cabinet et vous m'avez retéléphoné pour me confirmer le fait de ne pas l'avoir retrouvé.

J'ai refait une nouvelle copie et je vous ai envoyé le MDL Khalifa avec ce document. Là, vous m'avez dit l'avoir reçu.

Peu après le 24 juin 97 c'est à dire après le fait que Monsieur Van Espen nous a interdit d'accès à son dossier, j'ai discuté avec mon collègue Pourbaix.

Je lui ai dit ne pas comprendre ce qui se passait dans les reproches de Monsieur Van Espen à notre égard notamment des contacts avec Monsieur le Conseiller Etienne Marique.

Sur ce Pourbaix me déclare : « oui, tu m'as dit que tu avais donné une copie de l'audition de Forgeot à Monsieur Marique ».

Je lui rétorque alors que ce n'est pas à Monsieur Marique que j'ai donné ce document mais à Monsieur Pignolet.

Pourbaix m'a alors répondu « j'ai toujours cru que c'était à Monsieur Marique que tu avais donné ces documents ».

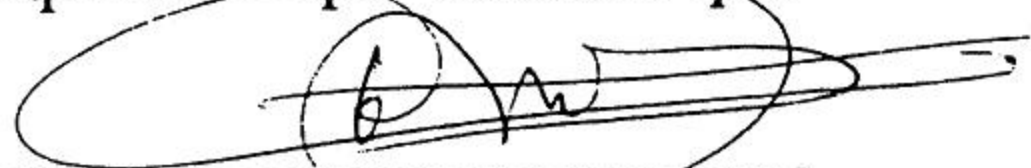
Je mets ceci en rapport avec certains reproches formulés à notre égard par Monsieur Van Espen à savoir des contacts avec Monsieur Marique.

Faut il une nouvelle fois rappeler que, le vendredi 20 juin 97 s'est tenue une réunion de travail et/ou mise au point sur le dossier et ce dans le cabinet de Monsieur Van Espen. Philippe Pourbaix y participait avec le Cdt Duterme et les 1 MDL Chef Decker et Dericourt.

C'est suite à cette réunion que Monsieur Van Espen a écrit le 22 juin 97 pour nous retirer de l'enquête.

Je me demande si on n'est pas allé « gonfler » la tête de Monsieur Van Espen en lui disant que nous donnions des documents à Monsieur Marique... ? ? ?

Je m'étonne, si c'est le cas, d'une telle attitude d'un magistrat. En effet, pourquoi faire des reproches à des enquêteurs qui auraient par



exemple voulu aider un Conseiller à la Cour d'Appel à la recherche d'une vérité ?

Lorsque des documents sont donnés à la presse et qui vont dans un sens, il n'y a pas de problème. Par contre, et ce n'est même pas le cas ici, on ferait un reproche...

Vous m'avez parlé des familles Lejeune et Russo. J'ai encore une petite anecdote à vous raconter au sujet du nom de RUSSO.

Le 04 juin 97, j'ai reçu un appel téléphonique de Monsieur Van Espen.

Celui ci était très sec et me disait m'avoir envoyé une apostille me prescrivant de lever la presse et notamment celle dans laquelle se trouve un article intitulé « Gino Russo était là ».

J'ai, conformément à sa demande, pris copie de cet article et ai dressé PV. Dans l'article, il était question de Monsieur Marique et de la Commission Dutroux.

Parmi les points qui nous sont reprochés et qui ont été soulevés par Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen lors de sa conversation avec l'adjudant De Baets, il est question d'un PV de synthèse du **02 janvier 97** qu'il n'a reçu qu'en **octobre 97**.

Voici mes explications vu que c'est moi qui suis cité par Monsieur Van Espen :

Lors d'une réunion de travail qui se tient le **02 janvier 1997** au Palais de Justice de Bruxelles avec Madame Somers, il nous est demandé de dresser UN PV de synthèse reprenant le **point d'origine de nos investigations dans le dossier de la Champignonnière** (BR 30.14.321/84).

A ce moment, le dossier est toujours géré par le Parquet de Bruxelles donc n'est pas encore mis (remis) à l'instruction. Il nous est demandé de transmettre ce PV à Neufchateau vu que c'est dans le dossier 109/96 que le point de départ de l'enquête est découvert.



Travail exécuté :

Le jour même, le PV 100053 est établi et transmis à Neufchateau. Il comporte 3 pages et à la page 3 il y a une rubrique renseignements. Dans ce PV il est demandé à Monsieur Langlois de transmettre au Parquet de Bruxelles tous les PV rédigés qui parlent de l'affaire Van Hees.

Les PV 116990 et 116991 sont aussi cités. Le PV 100053 est transmis par porteur à Neufchateau à la date du 06 janvier 97.

Ce PV est aussi enregistré dans la synthèse Bagou tenue à l'antenne Neufchateau sous le n° 167. Ce PV est aussi enregistré à l'analyse criminelle à Bastogne à la date du 27 janvier 97 à 1518 heures sous le n° 8861.

Bien que Madame Somers me demande de rédiger UN PV et voulant faire mieux, je rédige dès le 06 janvier 97 un deuxième PV mais cette fois à destination du Parquet de Bruxelles. Ce PV porte le n° 100126 dans lequel je résume les 12 points de la réunion de travail du 02 janvier 97 et dont le premier point mentionne clairement (en gras) le PV 100053 adressé à Monsieur le Juge d'Instruction Langlois qui sur base de l'art 29 du CIC devra le transmettre au Parquet de Bruxelles.

Ce PV est transmis au Parquet de Bruxelles le 08 janvier 97 et est lui aussi enregistré dans la synthèse Champion sous le n° 52.

Dès le 20 janvier 97, alors qu'il n'est pas encore (re)saisi du dossier, Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen reçoit ce PV 100126 en copie (il reçoit d'ailleurs copie de tous nos PV établis à cette date là depuis début décembre 96).

Le 27 janvier 97 il est saisi du dossier et doit donc logiquement recevoir du Parquet le PV 100126 en original.

En février 97, Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen reçoit la synthèse globale du dossier et peut donc voir l'existence des deux PV (100053 et 100126). Par la suite Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen recevra aussi la synthèse sur disquette.

Je ne vois dès lors pas pourquoi il pourrait nous être reproché que ce PV n'arrive chez Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen venant de Neufchateau qu'en octobre 1997...

Vous êtes aussi saisi de l'affaire « Laurence Deconninck » pour laquelle :

- j'ai passé environ 25 heures à l'Inspection Générale de la Gendarmerie ;
- j'ai été considéré comme un menteur ;
- des PV de ...MEURTRE ont été dressés à ma charge !

Outre tout ce que j'ai déjà déclaré dans cette affaire, je vous prie de trouver ma version complète des faits.

Au cours du premier semestre 97, à une date que je ne peux plus déterminer (vu la banalité de la chose) mais qui se situe selon mes souvenirs en mars/avril, j'ai reçu un message de la part de l'Adjudant De Baets lequel avait eu contact avec une certaine Laurence Deconninck, actuellement gendarme, qui a été punk et qui a été entendue dans le cadre de la Champignonnière.

Il m'est demandé d'effectuer les recherches nécessaires.

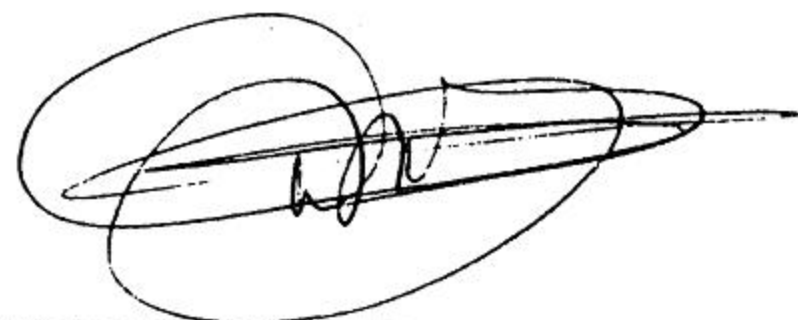
Dans les heures qui suivent, je prends contact avec l'extension de l'intéressée. Elle est absente. Je laisse mes coordonnées. A nouveau, dans les heures qui suivent, elle m'appelle. Je suis en audition. Je ne sais donc pas parler clairement. Il n'y a pas de salle d'attente ni de siège dans les couloirs pour faire sortir/attendre les gens. Je reprends donc contact le plus vite possible (le jour même ou le lendemain au plus tard).

Elle m'explique qu'elle est gendarme, qu'elle a été punk, qu'elle a appris que l'enquête était relancée et qu'elle craignait pour sa carrière du fait qu'on allait savoir qu'elle avait été punk.

Elle me dit que c'est Schaubroeck qui l'a entendu à l'époque. Je lui dit que je vais contacter la Brigade de Ganshoren pour retrouver son audition.

Elle me dit une nouvelle fois sa crainte car on la connaît (selon ses dires) à Gendarmerie de Ganshoren vu qu'elle était à la Brigade d'Anderlecht.

Mes réactions :



1. Vérifications dans la synthèse (dossier de la première procédure) – recherches négatives – je n'avais d'ailleurs pas le souvenir d'avoir vu un PV émanant de la Brigade de Ganshoren ;
2. Téléphone au bureau de Schaubroeck – réponse : il est en CRI
3. Contact téléphonique avec la Brigade de Ganshoren pour connaître le n° de leur fax. Envoi d'un bref fax à Ganshoren. Pourquoi un fax : je vois d'ici le planton qui reçoit une demande de recherches, qui est peut être occupé à prendre une plainte... Une solution est plus sûre : faire un fax. J'adresse donc le fax et quelques jours plus tard, n'ayant pas reçu de réponse (pourquoi n'est il pas répondu à mon fax ?), je prends contact avec la Brigade et je demande à parler au Comd Brigade. Mon interlocuteur (que je n'ai pas identifié) m'apprends que mon fax est bien arrivé mais qu'aucun PV n'a été trouvé.
4. Contact à son retour de CRI avec Schaubroeck. Là encore je n'ai plus le souvenir de sa réponse mais pour moi c'était négatif car s'il m'avait dit qu'un PV aurait été rédigé, j'aurais insisté à Ganshoren. Dans mon bloc agenda je trouve trace de Bart Schaubroeck avec extension 379 en regard du 06 mai 97. Je ne peux toutefois pas affirmer que c'est à cette date que j'ai pris contact avec l'intéressé.
5. Contact avec Laurence Deconninck pour dire que son nom n'avait pas été trouvé dans le dossier, qu'aucun PV n'avait été trouvé mais je lui ai surtout demandé si elle pouvait apporter quelque chose à l'enquête. Sa réponse a été négative. A AUCUN moment cette collègue n'a manifesté le moindre désir d'être auditionnée.

Pendant les mois suivants donc mai, juin, juillet, août je n'entends plus rien dire de cette affaire.

En septembre 97, l'affaire semble redémarrer puisque cette personne se manifeste auprès de Monsieur le Juge d'Instruction Bulthé qui l'amène à Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen lequel dresse PV.

Ce PV est transmis à Monsieur le Procureur du Roi à Bruxelles qui l'adresse à l'Inspection Générale de la Gendarmerie.

Enquête par l'Inspection Générale de la Gendarmerie

Le 06 octobre 97 il m'est demandé de me présenter à l'Inspection Générale de la Gendarmerie le 07 octobre 97 à 0930 heures. Là, l'Adjudant Hetmanczyk me rencontre d'abord seul.

Il me demande directement si je connais Laurence Deconninck. Je relate que j'ai eu une communication de cette personne laquelle m'avait fait part qu'elle avait fait une déclaration à l'époque à Ganshoren et que j'ai effectué des recherches mais que rien n'a été trouvé.

Il m'est demandé si j'ai conservé une trace de cet entretien. Je réponds par la négative.

L'Adjudant Hetmanczyk me dit que travaillant dans une cellule telle que Neufchateau, et vu tout ce qui se passait, il était opportun de conserver traces de pareilles choses.

Je reconnais directement être en faute dans ce sens c'est à dire de ne pas avoir rédigé une note ou un PV. A de nombreuses reprises, je dirais « oui, j'aurais du faire un PV/une note »

L'Adjudant Chef Goossens arrivera ainsi que le Colonel Fransen. J'expliquerais que Laurence Deconninck n'apportait rien à l'enquête.

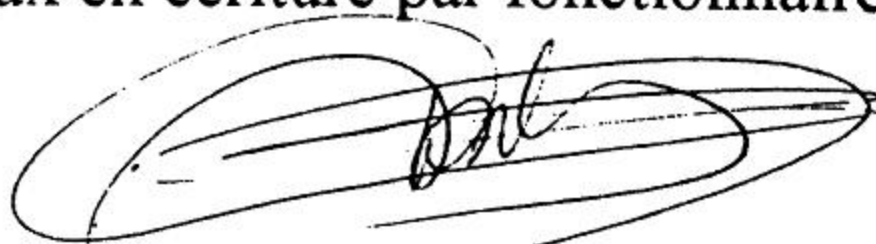
Lorsque je disais que j'étais en faute pour ne pas avoir dressé PV, ils disaient tous qu'il n'y avait pas de faute car il n'y a pas lieu de dresser PV pour ne rien dire !

C'est vrai, en réfléchissant bien : rédiger une note / PV pour dire quoi ? Que les recherches sont négatives !

Selon ce que j'ai appris de cette affaire c'est que Laurence Deconninck (qui travaille à la cellule 427 venant de la Brigade d'Anderlecht) aurait déclaré que lors du/des contacts qu'elle a eu avec moi, elle m'aurait demandé à pouvoir consulter des photos de punks et que j'aurais refusé.

Elle voulait voir des photos car elle ne se souvenait plus du nom des punks. Il paraît aussi qu'elle m'aurait donné un nom et que je lui aurais répondu que ce punk avait déjà été inquiété à l'époque.

Les membres de l'Inspection Générale de la Gendarmerie se posaient des questions sur cette affaire et ont eux mêmes constaté que dans le dossier qui leur était transmis par le Parquet, il y avait des documents qui ne devaient pas s'y trouver à savoir un fax et une copie du PV dressé à charge de l'Adjudant De Baets pour faux en écriture par fonctionnaire.



C'est donc curieux qu'une telle copie soit transmise à l'Inspection Générale de la Gendarmerie ! Dans quel but ? Quel rapport entre les deux affaires ? Publicité

J'ai quitté l'Inspection Générale de la Gendarmerie après de longues heures de discussions et sans avoir été entendu sur papier.

A mon retour de l'Inspection Générale de la Gendarmerie j'ai longuement réfléchi à ce problème.

C'est surtout lors de ces réflexions que je me suis souvenu du but UNIQUE des appels de Laurence De Conninck à savoir si elle craignait quelque chose pour sa carrière.

Entre-temps, j'ai aussi parlé avec l'Adjudant Mertens. Je lui ai fait part qu'une autre affaire était en cours à l'Inspection Générale de la Gendarmerie.

Je lui ai expliqué ce qui se passait avec Laurence Deconninck et directement ce collègue m'a appris que lui aussi avait été contacté (deux ou trois fois) par cette dame et qu'elle lui avait posé la même question à savoir si elle risquait quelque chose pour sa carrière à la Gendarmerie.

L'Adjudant De Baets et l'Adjudant Mertens m'ont confirmé qu'à aucun moment cette dame n'avait émis le moindre désir de faire une déclaration ou encore demandé à pouvoir consulter des photos.

Pour rappel, nous avons dressé environ 700 PV de décembre 96 à juin 97 dans ce dossier dont environ 250/300 auditions. Alors, une audition de plus aurait elle été dérangeante ? Pourquoi refuser de montrer des photos que nous avons en nos bureaux (en copie) ?

Le nom de Braeckman m'avait aussi été cité à l'Inspection Générale de la Gendarmerie. Il m'a même été demandé si je le connaissais.

J'ai répondu que son nom figurait dans le dossier de la Champignonnière. J'ai dit que je ne le connaissais pas.

L'Inspection Générale de la Gendarmerie m'a alors ressorti un PV dressé par moi dans les années 90/91 où il serait question d'une perquisition faite chez l'intéressé... Je n'ai plus souvenir de l'intéressé ni de ce PV.



Le surnom de Kleenex m'avait aussi été avancé à l'Inspection Générale de la Gendarmerie.

Le 21 octobre 97, je suis repassé à l'Inspection Générale de la Gendarmerie et mon audition a été actée. Il faut dire que j'étais en possession d'un élément important à savoir le but unique de la communication téléphonique de Laurence Deconninck de savoir si elle risquait des problèmes pour sa carrière.

J'ai directement exposé à l'Inspection Générale de la Gendarmerie que cette dame mentait. J'ai fait part de mon intention de déposer plainte contre elle et ai demandé à être confronté dans les plus brefs délais.

L'Inspection Générale de la Gendarmerie estimait que j'avais fait volte face depuis le 07 octobre 97 date à laquelle je reconnaissais avoir fait une faute c'est à dire de ne pas avoir dressé rapport ou PV.

C'est vrai en réfléchissant bien que j'aurais pu dresser un PV d'information relatant cette communication téléphonique mais cela relevait tellement de la banalité que je n'ai pas estimé cette rédaction.

Je ne comprends pas toujours pas pourquoi cette dame fait en septembre 97 une telle déclaration ! !.

Elle nous contacte donc en mars/avril 97 lorsque la presse parle que l'enquête sur la champignonnière est relancée. Elle restera ensuite plusieurs mois dans le silence. Pourquoi ?

Elle va chez le Juge d'Instruction en septembre 97 lorsque la presse vient à parler de notre écartement de l'antenne (décidé le 26 août 97 par le Commandement de la BSR et pourtant déjà paru dans l'hebdomadaire satirique Pan du 21 août 97) ? ? ?.

Soyons logique : pourquoi attendre autant de mois si elle a quelque chose d'important à dire. De plus elle est gendarme et a donc le pouvoir et même le devoir de dresser un PV.

Il ne faut pas dire qu'elle est encore jeune, qu'elle n'a pas encore l'expérience, qu'elle est naïve, qu'elle ne sait pas comment procéder...

NON, elle travaille dans une cellule dans laquelle elle a des chefs (gradés ou officiers). Elle peut, si elle n'a pas été prise au sérieux par nous,

comme elle le déclare, en parler à ses supérieurs qui eux dresseront PV / rapport.

Elle peut aussi s'adresser au Comd BCR, Comd BSR ou au Comd Antenne. NON, elle ne réagit pas. C'est curieux (comme tout ce qui se passe depuis quelques mois...)

De plus l'affaire Dutroux très médiatisée par la commission parlementaire parle de dysfonctionnements, de non rédaction de documents... Elle devait donc réagir mais ne l'a pas fait. Pourquoi ?

Elle a donc des contacts avec trois membres de l'antenne et personne ne l'aurait écouté. Cela tient plus du ridicule qu'autre chose !

Au sujet du fax que j'ai adressé à la Brigade de Ganshoren, je n'en possédais plus copie vu que pour moi il s'agissait d'une banalité parmi d'autres. Si ce fax n'est pas trouvé dans le registre des envois, il peut être découvert trace au départ des lignes fax 02/500.27.76 ou 02/500.27.77 de l'antenne Neufchateau.

Il faudrait savoir ce que cette dame donnait comme éléments si intéressants à un OPJ de Ganshoren en 1990 pour que déjà PV ne soit pas dressé !

Cet OPJ (Schaubroeck) était il seul lorsqu'elle a été entendue (si audition il y a eu !) ? Que dit / disent son/ses collègues ?

Connaissant maintenant l'âge de Laurence Deconninck soit 26 ans, je constate qu'elle avait ...12 ans et demi au moment des faits de la Champignonnière (ils se sont passés le 13 février 1984).

Ce serait en 87/88 qu'elle aurait fréquenté des punks et qu'elle aurait entendu parler de l'affaire et c'est seulement en 90 qu'elle aurait relaté les faits à Ganshoren...

Pourquoi cette dame fait elle toujours tout avec retard... ???!!!

Entre mes deux auditions à l'Inspection Générale de la Gendarmerie, j'ai aussi vérifié dans la synthèse qui était Braeckman (vous m'avez montré sa photo ce 19 mars 98 lors de mon audition) et c'est ainsi que j'ai vu qu'il avait été entendu plusieurs fois en 84 et aussi en 87, qu'il était 15 jours plus jeune que Christine VAN HEES (donc il avait 16 ans et 10 mois au moment de l'assassinat), qu'il avait été confronté avec d'autres punks à

l'époque, que sa déclaration ne tenait pas avec les constatations officielles de l'époque, qu'il avait été placé 15 jours en prison et que par la suite il se trouvait dans un home fermé.

Si Laurence Deconninck avait avancé la moindre piste, celle ci aurait été exploitée comme l'ont été d'autres pistes.

J'en reviens encore une fois à ce que je dis depuis plusieurs mois : l'audition de X1 a juste permis de rouvrir le dossier. Celui ci contenait assez d'éléments à exploiter (Dolo, Radio Activité, Patinoire, voiture avec aigle...) qui n'ont jamais été exploités.

Pourquoi a-t-on laissé passer ces éléments à l'époque ?

Si j'avais utilisé la façon « simpliste » à savoir téléphoner à la Brigade de Ganshoren, il n'existerait pas de trace de cet appel (sauf bien sur via Belgacom).

J'ai voulu faire mieux et j'ai rédigé un petit fax pour demander à la Brigade de Ganshoren d'effectuer des recherches afin de retrouver un PV d'audition de Laurence Deconninck établi par Schaubroeck.

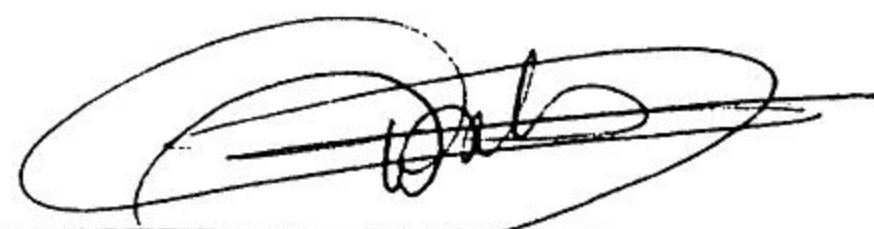
Je précise aussi que lorsque j'ai dit à Laurence Deconninck que j'allais faire des recherches à la Brigade de Ganshoren elle s'est montrée craintive car elle disait qu'on l'a connaissait vu qu'elle venait de la Brigade d'Anderlecht et se tracassait de ce qu'on allait penser sur elle.

Enfin, j'ajoute que lors d'une visite dans votre cabinet le 13 octobre 97 (jour où je vous apporte le postit), vous m'avez demandé si je connaissais un certain Albert Mahieux et ce sans en dire plus.

Selon ce que je sais, il pourrait exister un lien entre cette personne et l'endroit où travaille Laurence Deconninck.

Pour ce qui est du fax adressé à la Brigade de Ganshoren, j'ai de mon bureau téléphoné au (02/468.22.24 ou au 02/468.24.78) à la Brigade de Ganshoren pour connaître le n° de leur fax.

Ensuite j'ai adressé ce fax à l'attention du Comd Brigade (02/468.22.65). Je demandais si un PV existait de l'audition de Laurence Deconninck établi par Schaubroeck.



Quelques jours plus tard, j'ai téléphoné (02/468.22.24 ou 02/468.24.78) pour avoir des nouvelles de ce fax et il m'a été confirmé qu'aucun PV n'avait été trouvé.

Les deux appels ont été donné au départ de ma ligne 02/500.27.46.

Les fax ont été envoyés au départ du 02/500.27.76 ou 02/500.27.77.

J'espérais que sur l'une des six lignes citées il serait possible de retrouver trace de mes trois appels.

Questions à se poser :

1. J'ai quand même téléphoné à Schaubroeck pour que j'apprenne qu'il était en CRI ;
2. J'ai quand même obtenu une réponse de la Brigade de Ganshoren en l'occurrence qu'il n'y avait pas de PV d'établi avec cette audition ;
3. Comment aurait on poursuivi l'enquête si au lieu d'envoyer un fax, j'aurais téléphoné à Ganshoren. Le fax n'est pas inscrit et je le regrette. Mais si j'avais fait cette vérification par téléphone (ce qui n'est certes pas interdit), l'aurais-je écrit ? Si on donne pareil problème à 1.000 gendarmes, combien vont pousser la « plaisanterie » à aller jusqu'à faire un fax ? Je pense que la majeure partie va effectuer cette recherche par téléphone !
4. Pourquoi Laurence Deconninck lorsqu'elle va chez Monsieur Van Espen et est entendue une première fois à l'Inspection Générale de la Gendarmerie ne parle-t-elle que de l'Adjudant De Baets et de moi même ? Pourquoi ne dit elle pas qu'elle a eu aussi contact avec l'Adjudant Mertens ? Ne serait ce pas là une preuve qu'une nouvelle fois c'est Patriek De Baets et moi même qui sommes visés ?
5. Lors de l'enquête à la Brigade de Ganshoren, les enquêteurs de l'Inspection Générale de la Gendarmerie apprennent qu'il n'y pas eu de fax. Il faut peut être expliquer ce qu'est un fax. En effet pour moi, il ne s'agit pas d'un appareil. Il existe à la gendarmerie un modèle assez précis de fax. Sur un tel document on y inscrit une référence. Lorsqu'un tel document arrive dans une Brigade il est peut être inscrit vu qu'il fait plus officiel. En ce qui concerne « mon fax », il s'agit de quelques lignes rédigées sur un document à l'entête de l'antenne de Neufchateau. En somme, il s'agit d'une simple lettre.
6. J'aurais pu aussi mettre cette lettre sous enveloppe et l'envoyer via le District à la Brigade de Ganshoren. Là encore, il n'y avait aucune trace et de plus cela coûtait moins cher (gratuit). Comment aurait-on vérifier

mes recherches si tel avait été le cas. Il faut bien comprendre une chose : je ne demandais à Ganshoren qu'un simple renseignement comme il en est demandé des milliers par jours entre tous les services de police. Font-ils tous un fax ? Ont ils tous une trace de leur demande ?

7. Il est aussi possible de demander au départ de ma ligne 500.27.46 si deux appels sont trouvés vers le 02/507.93.79 afin de confirmer mes contacts avec Bart Schaubroeck.

J'avais, de mon côté pris l'initiative de contacter le Ministère de l'Intérieur, afin de savoir s'il y avait la possibilité de retrouver trace de ces trois appels via leur centrale téléphonique.

C'est ainsi que j'ai eu contact le 14 novembre 97 avec Monsieur LETIER (☎ 02/500.27.55). Celui ci a effectué des recherches. Il n'a rien trouvé mais m'a exposé qu'il n'était possible que d'enregistrer 7 lignes et qu'au delà de ces 7 lignes, cela passait sur la grosse centrale du Ministère de l'Intérieur.

Il m'a expliqué que dès lors il allait se renseigner. Le 20 novembre 97 peu après 1200 heures, Monsieur LETIER m'informait que pour obtenir ces renseignements, il fallait une demande écrite et qu'il fallait s'adresser à Madame DAFPE – responsable de l'Economat au Ministère de l'Intérieur – Rue Royale 64 à 1000 Bruxelles (☎ 500.20.72 – fax 500.20.79).

Immédiatement, j'ai pris contact avec l'Adjudant Chef Etienne Goossens de l'Inspection Générale de la Gendarmerie à qui j'ai communiqué cette information et à qui j'ai demandé de m'informer dès qu'il connaîtrait les résultats.

Le vendredi 28 novembre 97, j'ai pris contact avec l'Inspection Générale de la Gendarmerie où j'ai appris qu'une trace de fax avait été trouvée entre l'antenne et la Brigade de Ganshoren.

Le 02 décembre 97, je suis passé à l'Inspection Générale de la Gendarmerie et confirmation m'a été donnée qu'un fax avait été envoyé de l'antenne vers Ganshoren fin avril 97. (trace trouvée par Belgacom).

Néanmoins ceci, j'estime qu'il est plus que nécessaire de vérifier sur les historiques :

1. la date / heure de ma communication avec Ganshoren (lorsque je demande le n° de leur fax)
2. la date / heure de ma communication pour avoir le résultat suite à l'envoi de mon fax. Ceci déterminera aussi qui était présent à la Brigade de Ganshoren ce jour là (puisque Ganshoren dit aussi que je n'ai pas téléphoné) ;
3. la date / heure des deux appels vers le 02/507.93.79 (Bart Schaubroek) afin de démontrer que je lui ai téléphoné une première fois (où j'ai appris qu'il était en CRI) et quand j'ai téléphoné la seconde fois (à son retour) ; Ceci pour, une fois de plus prouver, que j'ai bien eu contact avec ce collègue mais aussi pour déterminer l'espace entre de temps entre mon premier appel envers Schaubroek et le dernier par rapport à ma demande à la Brigade de Ganshoren ;
4. les dates et les heures d'appels vers le bureau de Laurence De Conninck (je ne sais plus son extension au BCR - 642..... ?) là aussi pour démontrer les dates des appels car si elle déclare qu'elle m'a contacté en mars 97, je veux prouver que je n'ai pas attendu un mois pour faire des recherches. Je pense que c'est par le Ministère de l'Intérieur qu'il est possible de retrouver trace de ces communications au départ de ma ligne 500.27.46. Une fois que l'extension du bureau de Laurence De Conninck est connue il suffirait de demander à l'Etat Major Général de la Gendarmerie s'il est possible de retrouver via sa centrale téléphonique TOUS les appels de ce numéro vers l'antenne (02/500.....). Ceci me semble important. Si cela ne se fait pas maintenant, il sera peut être trop tard et je voudrais prouver ma bonne foi au maximum.

Je reste aussi convaincu que Monsieur le Juge d'Instruction VAN ESPEN a été mis au courant de cette information venant de Laurence Deconninck.

C'est même probablement le 28 avril 97 que cela lui a été dit. En effet, ce jour là nous sommes allés à Bastogne. Nous l'avons pris en charge au Palais de Justice de Bruxelles vers 0930 heures.

Nous avons effectué le trajet ensemble et tout au long du trajet (tant aller que le retour) nous avons n'avons que parlé du dossier.

Le 11 décembre 97, j'ai été réentendu par l'Inspection Générale de la Gendarmerie (10 questions). Je recevais une feuille de papier sur laquelle la question était indiquée et je devais écrire ma réponse. Celle ci était ensuite retapée.

La première me demandait à nouveau POURQUOI j'avais fait un fax à la Brigade de Ganshoren. La réponse a déjà été longuement détaillée.

La seconde portait sur les propos tenus par Laurence De Conninck. Moi, ce que j'avais en souvenir et surtout en rapport avec l'enquête que je menais était « qu'elle avait été punk, qu'elle avait été entendue à Ganshoren et que vu qu'elle était devenue gendarme, elle craignait pour sa carrière vu que son nom allait apparaître ».

Ma réponse n'était pas assez complète. Il m'a alors été demandé si elle m'avait parlé de Kleenex, de Christine VAN HEES et de Derochette.

Pour le premier cité, je n'étais pas affirmatif à 100 %. Je n'avais plus souvenir qu'elle m'a parlé de ce surnom. Pour les deux autres, je n'avais plus le moindre souvenir qu'elle m'aie parlé de ces deux noms et je pouvais même dire à 100 % qu'elle ne m'avait pas parlé de ces personnes.

Lors de la troisième question, il m'a été d'abord présenté mon fax du 23 avril 97.

Je ne vous dis pas la joie pour moi de pouvoir prouver de ne pas avoir menti lorsque je prétendais que j'avais fait un fax alors que toute une brigade prétendait le contraire.

Quel fût aussi mon étonnement lorsque j'ai constaté que mon fax avait été faxé à l'Inspection Générale de la Gendarmerie le 27 novembre 97 venant de l'antenne Neufchateau ???

Des questions me sont directement venues à la tête et JAMAIS je n'ai reçu de réponse c'est à dire QUAND – OU et PAR QUI ce fax a été retrouvé à l'antenne.

Cela sentait plus le piège qu'autre chose d'autant plus que depuis le 31 octobre 97, j'étais en possession d'une caisse dans laquelle aurait du se trouver ce fax et c'est justement le seul qui manquait.

La deuxième partie de la question était vraiment le piège pour moi. En effet, avec mon fax, il y aussi une note manuscrite de ma main sur

laquelle les mentions « Brigade Ganshoren » - « renseignements Punk Galerie Agora » - « Kleenex » - « audition » - « pris déclaration » - « qcq autre groupe » - « C V H » - « Derochette » apparaissent.

Sans nul doute c'est moi qui ai annoté ces mentions. A propos de Kleenex, si je l'ai noté, ce n'est pas pour cela que Laurence De Conninck m'a dit qu'il était l'auteur des faits.

Elle m'a peut être dit que c'était un ami ou que c'était par lui qu'elle avait entendu parler de l'affaire ou quelque chose de la sorte mais surtout rien de positif pour l'enquête.

A propos de C V H et de Derochette, il est à relever que ces mentions figurent bien plus bas dans la page (loin des autres mentions).

Puisque Laurence Deconninck téléphone lorsqu'elle voit que la presse reparle de cette affaire, je m'imagine bien qu'elle me dise au cours de la conversation une phrase du genre « tiens, j'ai lu dans le journal que l'on faisait un lien entre Christine VAN HEES et Derochette » sans pour cela donner le moindre élément contre Derochette.

Si je n'avais pas pris Laurence Deconninck au sérieux :

- aurais-je envoyé un fax à Ganshoren ?
- aurais-je téléphoné pour connaître le résultat ?
- aurais-je contacté Schaubroeck et ce même après avoir reçu la réponse négative de Ganshoren ?

Si j'avais voulu cacher quelque chose à la Justice ou à qui que ce soit :

- aurais-je conservé le fax ?
- aurais-je conservé les annotations suite à la communication téléphonique ?
- aurais-je tant parlé de ce fax ?



Les questions 4 et 5 ont porté sur le détail des annotations du genre « que veut dire C.V.H » ?

La sixième question portait sur le fait de savoir si j'estimais que Laurence Deconninck avait menti. Selon moi, si cette dame persiste à dire (comme cela m'a été exposé par l'Inspection Générale de la Gendarmerie) qu'elle m'a demandé à voir des photos ou si elle m'a donné un quelconque élément permettant de faire avancer l'enquête je dirais oui.

Il m'a ensuite été demandé pourquoi je n'avais pas entendu Laurence Deconninck. Là, ma réponse fût simple : « elle n'avait rien à apporter à l'enquête ».

Ensuite il m'est demandé qui a décidé de ne pas l'entendre. L'avant dernière question porte sur le fait de savoir pourquoi je n'avais pas dressé PV de cette affaire et enfin la dixième question était de savoir qui avait décidé de ne pas dresser PV.

Lorsque l'on voit dans la première procédure TOUT ce qui n'a pas été fait et pour lequel il n'y a PAS EU DE REACTION PENDANT plus de 12 ans, je me pose la question suivante : « pourquoi me reprocher de ne pas avoir fait un PV pour ne rien apporter à l'enquête ? ».

Ne faut il pas voir dans cela quelque chose du genre « Bille a trouvé beaucoup de fautes de l'époque, il faut essayer de lui en trouver aussi » ?.

Que faut il aussi penser des paroles de Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen lorsqu'il a dit une fois à l'Adjudant De Baets que l'avocat Dumont lui avait dit « vous êtes passé à côté de la montre en or », qu'il répète ces paroles le 17 mars 97 lors d'une réunion à l'antenne et que je lui demande « avez vous fait un PV » et qu'il me réponds « il n'est pas trop tard pour le faire ! ».

Je signale que ces mêmes paroles m'ont été répétées par l'Adjudant Hetmanczyk vu que Laurence Deconninck lui avait relaté ces paroles qu'elle tenait elle même de ...Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen !!!...

A ce jour, je me pose une énorme question « Laurence Deconninck a-t-elle apporté à Monsieur le Juge d'Instruction VAN ESPEN quelque chose d'extraordinaire pour son dossier pour qu'une enquête si poussée soit faite contre moi ? »



Si oui, pourquoi plus de 7 mois après ce témoignage important le/les auteurs ne sont pas encore sous les verrous ?

Pour conclure ce volet, je voudrais dire que je n'ai jamais rien caché à un magistrat et dans un dossier tel que celui de la champignonnière, ce serait vraiment du suicide de cacher ou d'essayer de cacher quelque chose.

Toutes les pistes qui nous ont été proposées (outre celle donnée par X1) ont été exploitées ou étaient en cours d'exploitation à la date du 24 juin 97.

Enfin je dois aussi dire que j'ai été choqué à l'Inspection Générale de la Gendarmerie d'entrevoir que des PV étaient dressés en néerlandais à ma charge du chef de MEURTRE.

Je vais vous parler de la caisse « BROL – BUREAU 108 » qui fait partie de l'affaire « Laurence Deconninck ».

Suite à mes deux premières auditions auprès de l'Inspection Générale de la Gendarmerie les 07 et 21 octobre 1997, je me suis vivement inquiété au sujet d'un fax que j'avais adressé à la Brigade de Ganshoren en mars ou avril 1997.

Le 26 août 1997, j'ai été informé par téléphone par l'Adjudant De Baets que le Comd BSR avait pris la décision de nous écarter de l'antenne Neufchateau.

Partant en congé le lendemain, je suis venu directement à l'antenne où j'ai pris en charge mes objets personnels (ordinateur, imprimante, fauteuil de bureau, petit meuble de bureau, lampadaire...)

Le 12 septembre 97 en revenant de congé, j'ai officiellement déménagé c'est à dire que j'ai repris mes deux bureaux, lampe de bureau mais aussi mes fardes de travail de dossiers en cours (248/95 Madame Gruwez et 62/93 Monsieur Leys).

J'avais laissé sur l'appui de fenêtre (où elles se trouvaient depuis des mois) diverses fardes, enveloppes qui avaient un rapport avec le dossier de la Champignonnière (64/85 Monsieur Van Espen).



Il n'aurait pas été correct de ma part d'emporter ces documents
vu que j'étais déchargé de cette enquête et que celle ci devait être reprise par d'autres collègues.

C'est donc à eux que tous ces documents revenaient. C'est la plus grande des logiques.

J'ai signalé à mon collègue de bureau soit le Chef De Pauw que je laissais ces documents à cet endroit vu que lui, bien qu'écarté avec nous (note interne du 14 Juillet 97), restait à l'antenne Neufchateau. Les documents se trouvaient donc en bonnes mains...

Suite à ma déclaration du 21 octobre 97 à l'Inspection Générale de la Gendarmerie, j'ai pris la liberté de demander à l'Adjudant Christian Pirard d'aller dans mon ancien bureau et de regarder dans toutes les fardes restées sur l'appui de fenêtre si le fax que j'avais adressé à la Brigade de Ganshoren ne s'y trouvait pas).

Le 31 octobre 1997 (je l'ai noté sur mon bloc agenda et je vous en ai remis copie le 08 janvier 98), l'Adjudant Christian Pirard est venu dans mon bureau (très tôt dans la matinée).

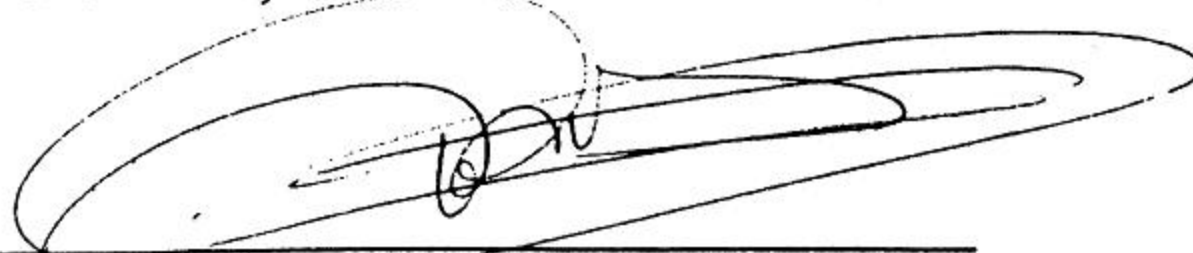
Il m'a apporté une caisse sur laquelle on avait inscrit au marqueur bleu « BROL – BUREAU 108 ». Il avait trouvé cette caisse dans un local du rez de chaussée.

Dans cette caisse (que je tiens à la disposition de la justice), il y avait les fardes dont question ci avant ainsi qu'un annuaire téléphonique.

J'ai évidemment examiné tout le contenu de ces fardes pour y rechercher mon fax vers la Brigade de Ganshoren mais en vain. Curieusement il y avait tous les autres fax dans ces fardes mais pas celui qui nous intéressait.

Sur le moment j'en ai conclu que j'avais peut être jeté ce fax à l'issue de mes recherches (contacts avec Laurence Deconninck, contacts avec Schaubroeck et contact avec la Brigade de Ganshoren).

Curieusement, après que j'aie demandé le 21 octobre 97 et redemandé le 18 novembre 97 un historique Belgacom pouvant prouver que je n'avais pas menti, à savoir l'envoi d'un fax, mon fax du 23 avril 97 apparaît.



N'y a-t-il pas matière à se poser des questions.

Il est surprenant, au vu du contenu de ces fardes, que tous ces documents soient descendus d'un étage et qu'ils ne pouvaient plus intéresser l'enquête.

J'ai donc décidé d'établir un inventaire du contenu de ces fardes afin que quelqu'un se rende (enfin) compte que l'on voulait cacher certaines choses mais que s'il y a dissimulation, cela ne vient certes pas des personnes mises en cause et /ou montrées du doigt depuis des mois...

Voici le contenu de ces fardes :

Une farde à rabat bleue portant la mention CHAMPION	<ul style="list-style-type: none">• une copie de l'audition de Michel Forgeot – PV 119249/96 ;• 74 pages (tableau) reprenant les identifications zoller/malicieux. <i>A noter que dans ces documents figure un extrait tiré le 13 avril 97 à 0919 heures du registre national au nom du Juge Mandoux. Il s'agissait de son n° qui était apparu dans l'historique Belgacom de la ligne 672.08.50. J'avais soulevé ce problème à Monsieur Van Espen et il m'avait prescrit de ne rien faire pour l'instant.</i>• listing des Pontiac Firebird et Chevrolet Camaro vu que ces types de voitures étaient citées dans la première procédure ;• des extraits de registre national• des copies de photos de véhicules avec un aigle ;• une copie de la note 49 demandant un listing Pontiac/Chevrolet ;• des copies de photos d'élèves de l'école de Christine VAN HEES ;• copie de réponses de Proximus et Mobistar• copie PV 100468 de la BSR de Marche suite audition Dutroux sur le volet patinoire ;• une liste des noms des personnes citées dans les dossiers ;• une copie de la synthèse Champion au 6/2/97 ;• une copie de l'audition de Lejeune Marc• une note intitulée « déclarations X1 »• copie PV 7114 de Collignon du 22/2/84• copie PV 7115 de Collignon du 22/2/84• copie PV 7112 de Collignon du 20/2/84• copie rapport expertise de l'expert incendie Van Gompel ;
une enveloppe brune format A4	Copie de documents concernant Lamarque Dominique (documentation judiciaire).
une enveloppe brune format A4	Copie de documents et photos concernant Cambien
une chemise en plastique bleue	<ul style="list-style-type: none">• copie fax de la note 213 (recherches sur Nihoul)• copie fax ambassade Vénézuela• copie fax note 145 ;• copie fax note 175 ;• copie fax Commune d'Ixelles• copie fax Banque Crédit Professionnel

Une farde bleue avec mentions « 64/85 Banques - »	<ul style="list-style-type: none"> réponses négatives des banques.
une farde orange avec mentions « Champion » ⇒ M J I Van Espen	<ul style="list-style-type: none"> copie de réquisitoires zollers/malicieux (dossier 64/85 et aussi 109/96 de Neufchateau) copie de notre PV 100057 copie fax commune Ixelles copie fax ministère des finances (réponse) copie d'un rapport 212 (Derochette Alfred)
Une farde bleue avec mentions « apostilles Van Espen »	<ul style="list-style-type: none"> documentation judiciaire de Lambert et non Lamarque comme mentionné dans l'inventaire que je vous ai remis.
farde bleue sur laquelle est dessiné un champignon	<ul style="list-style-type: none"> réponse originale et POSITIVE de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite du 5/8/97 ; réponses négatives de banques liste des radios locales reconnues une enveloppe contenant trois photos reçues d'un témoin ; copie fax note 145 recherches DIV SOS SAHEL - extrait Help Sos Sahel + société Bureau Expertises Gerbaud où l'épouse de Collignon est associée une chemise plastifiée rouge avec inscription « Champion – personnes convoquées » fax du 4 juin à la patinoire du Poséidon extraits du registre national des photos (Hubaux – complice de Dutroux, Nihoul, Lenglet, Dutroux, ...) inventaire de saisie ORIGINAL n° 97/6780 copie des listings Mitsubishi/De Cokere Marleen idem Nihoul une chemise en plastique rouge avec la liste des photos de Dutroux et consorts liste suspects 1^{ère} procédure plusieurs photos de la maîtresse de Dutroux (Willems Monique entendue par nos soins) copie PV 151663 (agenda de Christine VAN HEES) avec recherches... diverses notes manuscrites (recherches toujours en cours) copie note 175 avec réponse (Voiture Collignon – Alfa) tableau avec toutes les sous fardes créées pour aider Monsieur le Juge d'Instruction Van Espen) farde plastifiée avec renseignements/photos Lambert suite info Giele listing commune Ixelles – rue de Theux 140 lettre originale intitulée Christine et signée Muriel Labarre ; farde plastifiée rouge avec copie page 4 PV 151635 et extraits registre national (Huybrechts)
une farde orange intitulée « infos culturelles »	<ul style="list-style-type: none"> Tous des documents en ORIGINAL reçus de Radio Activité (Livre de reprise)
Une farde bleue sans inscription	<ul style="list-style-type: none"> copie du livre du personnel de Radio Activité copie du livre d'or de Radio Activité
en vrac (pas dans une farde)	<ul style="list-style-type: none"> copie fax du 14/8/97 de Monsieur Jansens suite à ma convocation

	du 03/6/97 <ul style="list-style-type: none"> • extraits du registre national • copie de lettre du 07/4/97 de Monsieur le Juge d'Instruction Langlois à Monsieur Van Espen pour laquelle on attendait encore des identifications via Obelix.
--	--

Il faut dire que depuis le 24 juin 97, nous avons l'interdiction de rédiger un PV dans le cadre de ce dossier Champion et cela en attendant la relecture.

Des PV restaient donc à rédiger (ex : réponses des banques). Nous n'espérions pas être « viré » comme des malpropres.

Le(s) successeur(s) aurai(en)t du s'assurer de ce qui restait à exploiter dans ces fardes.

Mon collègue de bureau de l'époque soit Dany De Pauw était au courant (en principe) de **TOUT** le dossier Champion.

Il aurait du normalement exploiter ces documents et mettre certains de ceux ci en procédure.

JAMAIS, depuis mon départ de l'antenne il n'a cherché à me contacter pour avoir des explications sur l'un ou l'autre de ces documents.

L'Adjudant Pirard m'a confirmé qu'il avait eu contact avec De Pauw pour rechercher mon fax. De Pauw aurait répondu avoir « ramassé tout et jeté tout au rez de chaussée ».

Lorsque l'on voit le nombre de fax trouvés dans ces fardes (il n'y avait que dans celles ci que je conservais mes fax), il y a de sérieuses questions à se poser notamment comment peut on retrouver mon fax pour Ganshoren le 27 novembre 97 (date d'envoi à l'Inspection au départ du 500.27.76 – selon ce que j'ai vu ce 11 décembre 97) alors que je suis en possession des fardes depuis le 30 octobre 97.

Mon collègue actuel de bureau Liesenborgs était présent lorsque l'Adjudant Pirard ramène cette caisse « BROL » !. Si De Pauw a tout ramassé, à quel endroit a-t-on bien pu retrouver ce fax ? Qui l'a retrouvé ?

Je peux aussi citer l'Adjudant De Baets comme témoin sur le fait de l'inscription « Reçu caisse Champion » à la date du 31 octobre 97.

Lorsque j'ai eu connaissance ce 11 décembre 97 des retrouvailles du fax et que j'ai eu constaté qu'il avait été envoyé par l'antenne le 27 novembre 97, j'ai directement fait un lien avec la caisse qui m'avait été rapportée et dans laquelle AURAIT DU se trouver mon fax.

Lorsque j'ai reçu cette caisse, j'ai noté cela dans mon bloc agenda. De l'Inspection Générale de la Gendarmerie, j'ai donc téléphoné à l'Adjudant De Baets afin qu'il consulte cet agenda et qu'il me donne la date de cette récupération.

C'est ainsi que j'ai appris que c'était le 31 octobre 97 et que j'ai déclaré cette date dans mon audition.

Il m'est revenu que des recherches avaient été faites dans la mémoire fax à l'antenne. A mon avis, cela se situe après mon audition du 21 octobre 97.

Dans cette audition, je sollicitais déjà le réquisitoire Belgacom. Entre cette date et le 18 novembre 97 où je suis réentendu, toute la Brigade de Ganshoren est interrogée et personne ne se souvient de mon fax ni de mon appel téléphonique.

J'insiste une nouvelle fois le 18 novembre 97 pour obtenir un réquisitoire Belgacom. Il me serait intéressant de connaître la date à laquelle les résultats de Belgacom sont connus. Selon ce que je sais, ce serait entre le 18 et le 27 novembre 97.

Lorsque l'on constate que j'ai pensé à prouver ma bonne voie par un historique Belgacom, mon fax « tombe du ciel » à l'antenne. Cela n'est il pas curieux ?

Comment celui qui le trouve sait il qu'il faut le porter à Monsieur le Juge d'Instruction Pignolet et l'envoyer par fax à l'Inspection Générale de la Gendarmerie ? Il semble être bien au courant de l'enquête faite à mon sujet... ???!!!.

Vu que je n'ai pas menti lorsque j'ai dit que j'avais fait un fax, je souhaite aussi qu'une ligne du temps soit faite c'est à dire retrouver via Belgacom les communications téléphoniques échangées entre mon bureau et celui de Laurence Deconninck mais aussi entre son bureau et les autres lignes de l'antenne (pour retrouver ses communications avec les Adjudants De Baets et Mertens).

Mes deux communications vers le bureau de Schaubroek sont aussi intéressantes à trouver. La première m'a appris qu'il était en Commission Rogatoire Internationale et la seconde à son retour m'a appris qu'il n'avait pas dressé de PV en 1990 dans cette affaire.

Comment aurais-je appris qu'il était en mission si je n'avais pas téléphoné ? Il serait alors intéressant de savoir la période à laquelle il est parti en mission afin de voir si cela correspond.

Enfin, il est aussi utile de connaître les dates de mes deux appels vers la Brigade de Ganshoren (le premier pour demander leur numéro de fax et le second pour connaître le résultat).

Par la durée déterminée par Belgacom, on verra que la première est brève. La seconde doit être plus longue puisque le planton me passe un responsable.

La date et l'heure de cet appel pourra aider (avec le cahier de service) de voir qui était au bureau dans cette brigade ce jour là et ainsi savoir qui a menti aux membres de l'Inspection Générale de la Gendarmerie et qui dès lors fait une fausse déclaration. Le pourquoi est aussi utile à connaître...

Dans mon audition du 21 octobre 97 j'avais signalé à l'Inspection Générale de la Gendarmerie qu'à la date du 06 mai 97, j'avais mentionné le nom de Schaubroek dans mon agenda. Je vous ai aussi remis copie de cette page d'agenda.

Il s'agissait pour moi d'un appel vers ce collègue lors de son retour de mission à l'étranger. Ceci explique aussi les mentions sur le fax de Ganshoren.

J'ai aussi le 12 décembre 97 recontacté l'Adjudant Pirard pour savoir où exactement cette boîte avait été trouvée.

Il a répondu que la caisse était déposée dans un local non fermé à clé au rez de chaussée et qu'il y avait une deuxième boîte avec la même mention.

J'ai demandé à recevoir cette boîte et par son contenu, j'ai pu voir que là, il s'agissait vraiment de « Brol ». Une nette distinction avait donc été faite entre ce qui était placé dans une boîte et ce qui était placé dans l'autre bien que le mot « BROL » est mentionné sur les deux.

Comme je l'ai dit à l'Inspection Générale de la Gendarmerie et comme je le répète depuis des mois : j'espère que quelqu'un va enfin comprendre !

Dans les reproches formulés par Monsieur Van Espen, il y a aussi l'affaire VANDESTEEN. Je vous donne déjà ma version des faits et ce que j'en sais.

05 mai 1997 :

Participation à l'audition vidéo filmée de l'intéressé avec mes collègues Vergnon et De Pauw. C'est le MDL Chef De Pauw qui me demande d'y participer.

Je ne sais toujours pas pourquoi. J'avais assez de travail avec le dossier de la Champignonnière...

19 août 1997 :

Nous nous rendons compte, (suite au passage du 1 MDL Chef MONSEUR - 1SRC) que certaines paroles n'ont pas été retranscrites notamment l'accord d'être vidéo filmé et la conversation faite pendant le break.

La retranscription avait été confiée au MDL Khalifa.

Vu la charge de travail de Vergnon (synthèse générale) et de De Pauw (relecture) nous convenons que je pourrais effectuer cette vérification c'est à dire de revoir toute la cassette et la comparer à la retranscription.

Nous convenons d'en parler le lendemain au Cdt Duterme.

20 août 97 – début de matinée :

J'interpelle le Cdt Duterme. Je lui demande si je peux effectuer la relecture vu qu'il a été constaté qu'il manquait certaines choses. Sur un sourire moqueur qui devient habituel en pareille circonstance, il déclare :

« tant pis, il fallait le faire avant, tu te justifieras lorsque les apostilles seront là ».

Mon collègue Vergnon lui explique alors que nous avons établi un PV pour signaler au Parquet que nous allons relire.

Là, il se rend compte qu'il n'y a pas possibilité d'échapper à cette relecture. Il faut savoir que depuis le 14 juillet 97 je fais partie du groupe des cinq qui sont mis en repos. Le Chef De Pauw fait partie des 5 mais lui peut participer à la relecture des dossiers. En ce qui me concerne, je suis autorisé à travailler uniquement dans le dossier Bilbao (commission rogatoire en Argentine du 18 au 27 juillet 97). Je ne peux RIEN faire d'autre. Une preuve en est que le 30 juillet 97 je rédige une synthèse explicative suite au rapport incomplet du Comité P et ce en vue de la pré enquête qui est toute proche. Je me verrais mes 05.30 heures prescrites réduites à zéro par le Cdt Dutorme et tout cela parce que j'avais eu l'honnêteté de mentionner sur mon bulletin de service ce que j'avais réellement fait.

Je lui explique donc que je souhaite effectuer cette relecture vu que je suis un des trois qui a participé à l'audition et exposant la charge de travail de mes collègues.

Il refuse catégoriquement que j'effectue ce travail. Je regrette de ne pas avoir dressé à ce moment un petit PV pour exposer ce refus.

05 décembre 97

Je suis entendu dans le cadre d'une enquête administrative.

Le 13 octobre 97 lorsque je vous ai apporté le postit vous m'avez posé la question de savoir si j'avais en mémoire mes PV. Je vous ai demandé le but de cette question et vous m'avez répondu que c'était pour savoir le nombre de PV rédigé.

Je vous ai répondu et je confirme à nouveau que par le système informatique « POLIS » sur lequel nous enregistrons tous les PV, il y a possibilité de tirer un listing sur base de « VAN HEES ». Bien entendu il faut faire cela tant au départ de l'antenne que de la BSR de Bruxelles.

Je vous ai aussi exposé que la synthèse faite par Luc Vergnon comprenait elle aussi tous les numéros de PV.

Voilà, Monsieur le Juge, je termine ici cette très longue lettre. Il n'est nullement impossible que j'aie oublié (involontairement) certaines choses (vu le nombre). Si je m'en souviens, je ne manquerais pas de vous en tenir informé.

Je sais, vous me l'avez mentionné dans mon audition, vous n'avez que des réquisitions datées du 30 septembre 97 pour faux en écriture par fonctionnaire.

Hors, ici, je vous dénonce certaines choses qui elles n'ont plus, ne sont pas considérées par cette infraction.

Je vous laisse donc le soin de « trier » mais je souhaite sincèrement que toutes les personnes, qui seront un jour amenées à juger, sachent ce qui s'est passé.

Il y a bien entendu des faits « non infractionnels » mais je mentionne ceux ci pour la vue d'ensemble.

Seule une audition approfondie des différents témoins cités vous apportera confirmation de ce qui est avancé.

Dans l'espoir d'avoir contribué à aider la Justice, je vous prie d'agréer, Monsieur le Juge d'Instruction, l'expression de ma haute considération.

Clos à Bruxelles le lundi 30 mars 1998,

Aimé BILLE – 1 MDL – Matricule 45-11726-62 - BSR de BRUXELLES.

